

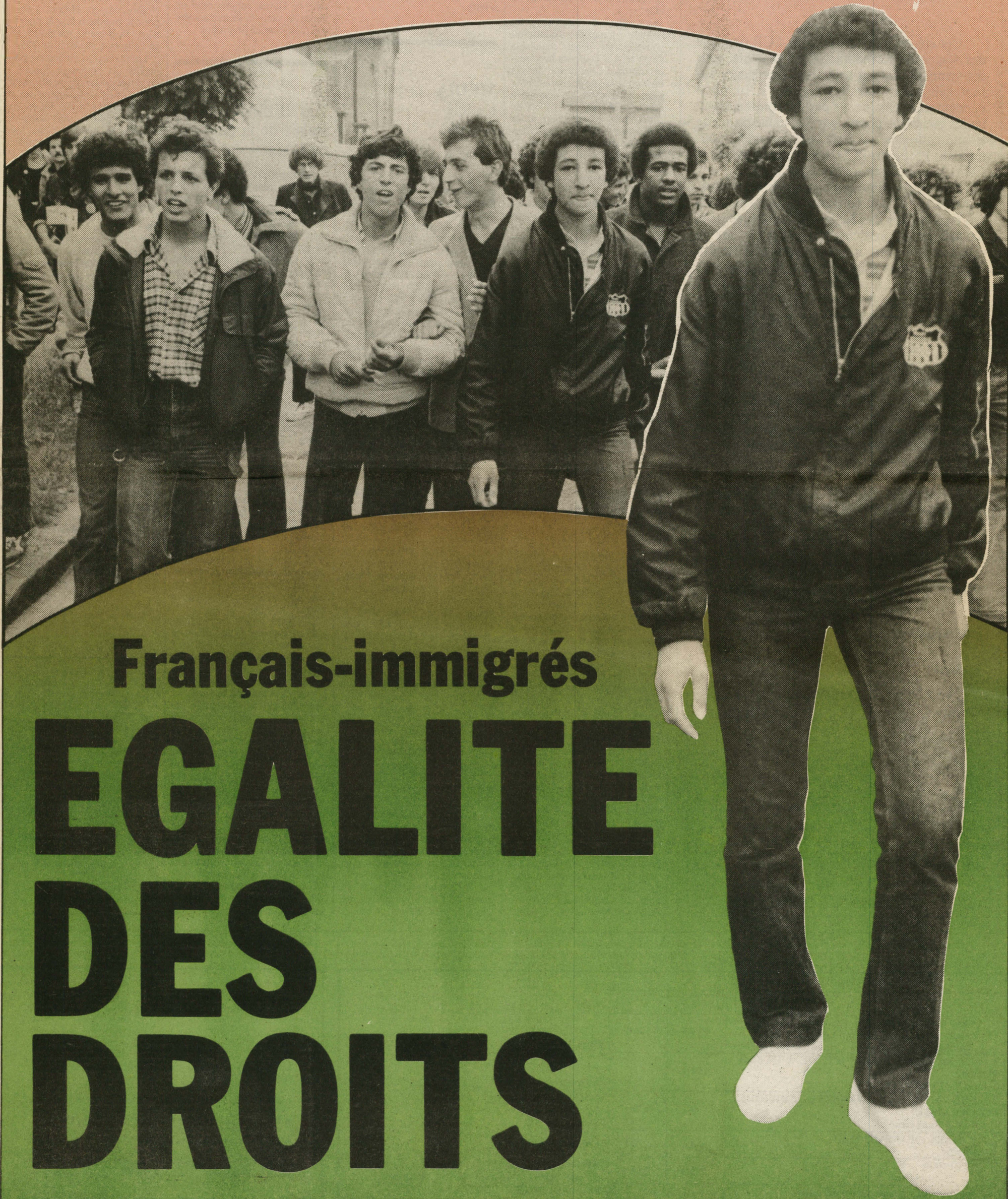
Rouge

Tous, le 15 juin
avec SOS-Racisme

M 1578 N° 1164 6,50F

Hebdomadaire de la Ligue communiste révolutionnaire (IV^e Internationale)

14 au 20 juin 1985



Français-immigrés

**EGALITE
DES
DROITS**

Inscrivez-vous aux stages de formation de la LCR

Cet été, en juillet ou août, la LCR organise des stages de formation d'une semaine pour ses sympathisants et militants. Ces stages auront lieu dans toutes les régions. « Au vert » pendant une semaine, ils permettront de discuter les questions posées par l'actualité française et internationale : la crise économique, la politique du PS ou du PCF, les propositions de la LCR, la révolution au Nicaragua, etc.

Les stages sont organisés par les fédérations de la LCR et se tiendront dans chacune des régions, afin de réduire les déplacements et de faciliter la participation de tous ceux et celles qui y sont intéressés. Dans la région parisienne, deux stages de ce type sont prévus à la mi-juillet. Le premier, du 7 au 14 juillet, est ouvert aux militants de la LCR de Paris et sa banlieue ; le second, du 14 au 21 juillet, est destiné aux sympathisants de la région parisienne. A ces deux stages peuvent évidemment s'inscrire ceux et celles qui vivent dans une région dépourvue d'école en été.

Pour tout renseignement, contactez les militants et militantes de la LCR que vous connaissez ou écrivez à sa commission nationale de formation à l'adresse du journal.

Inscrivez-vous vite !

Pour s'inscrire, renvoyer ce bon rempli, accompagné d'un chèque de deux cents francs et d'une enveloppe timbrée à l'adresse suivante : LCR. Commission formation. 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil.

Nom : Prénom :

Profession :

Adresse :

librairie diffusion

LA BRECHE

Heures d'ouverture

lundi: de 14h à 20h

de mardi à samedi:
de 12h à 20h



9, rue de Tunis, 75011, PARIS. Tél : 367 63 57

ECOLE 200 personnes au débat organisé par l'Ecole émancipée

Près de deux cents personnes ont assisté, samedi 8 juin, au débat organisé par l'Ecole émancipée à Paris sur le thème : « Dans quel train nous embarque Chevenement ? Après l'introduction d'Anne-Marie Roux pour l'Ecole émancipée, Bernard Charlot, Patrick Boumard et Alain Seksig sont intervenus. Pierre Lespine, de l'ICEM, a également pris la parole de la salle.

La veille, à l'initiative du Groupe français d'éducation nouvelle, un débat semblable s'était tenu à Toulouse avec succès. Bernard Charlot voit dans la multiplication de ces initiatives le signe d'un réveil idéologique à gauche. De fait, les débats se concentrent sur le bilan de la politique scolaire des gouvernements de gauche qui a révélé à la fois l'étiollement et les illusions des projets de « démocratisation » et l'absence de volonté de rupture.

Pour certains, le ministère Savary a été celui des occasions manquées. Pour d'autres, plus nombreux, la continuité entre Savary et Chevenement l'emporte sur les différences de projet. Pour tous, la double expérience de la « rénovation » et de la « restauration » oblige, face aux intentions menaçantes de la droite, à refonder les axes d'une politique de gauche pour l'école.

Un numéro de l'Ecole émancipée rendra compte à la rentrée des débats de la rencontre du 8 juin.

GUADELOUPE Arrestation d'un militant du GRS

Jean-Marie Morentin, militant du Mouvement d'action syndicale unifié (MASU) et du Groupe révolution socialiste (GRS), la section antillaise de la IV^e Internationale, est en prison, en Guadeloupe, depuis deux mois. Son incarcération sur demande du parquet fait suite à une inculpation intervenue il y a plusieurs mois. Jean-Marie Morentin est accusé de tentative de vol aggravé contre une armurerie. Comme le note *Révolution socialiste* organe du GRS, du 25 mai dernier, « aucune preuve sérieuse ne peut-être avancée contre lui et pourtant il a été non seulement inculpé, mais emprisonné ». Dans un premier temps, J.-M. Morentin avait seulement été placé sous contrôle judiciaire, ce qui l'astreignait à se présenter quotidiennement au commissariat.

Cette inculpation et l'arrestation de Jean-Marie Morentin fait suite aux lourdes condamnations des militants du Mouvement pour la Guadeloupe indépendante (MPGI) et aux diverses

autres inculpations et arrestations de militants anticolonialistes. Cette pratique judiciaire dénote avec le traitement réservé aux patrons et autres békés comme Vivès et Audebert, inculpés d'abus de biens sociaux, ou Bicharra, inculpé de tentatives d'escroquerie, avec apparemment des preuves à l'appui et qui ont pu être libérés.

Comme l'affirme *Révolution socialiste* « la libération de Jean-Marie dépend de la mobilisation qui sera engagée pour l'exiger ». En attendant, on peut lui écrire pour manifester sa solidarité anticolonialiste à l'adresse suivante : Jean-Marie Morentin - Maison d'arrêt de Pointe-à-Pitre, rue Lethière - 97110 Pointe-à-Pitre.

MEDIA La télé Ricard

Première à la télé, pour le premier producteur mondial d'anis. Bien que la pub pour les alcools soit interdite d'antenne, Patrick Ricard, P-DG du groupe Pernod-Ricard (comme son nom l'indique !), présentait lundi 10 juin les performances de son groupe pour l'année 1984, ses prévisions pour l'année 1985, entouré de son état-major de cadres bien nippés. Tout va bien merci. Le chiffre d'affaires est en hausse. Les dividendes versés aux actionnaires auxquels étaient destinés ce show télévisé de dix-sept minutes, le sont aussi. Sachez donc que chaque fois que vous buvez un Ricard, un Pastis, un Pernod, un Cinzano, un Orangina, un Banga, un Pampryl, un Pam-Pam, toutes marques détenues par le groupe Pernod-Ricard, qui distribue aussi en exclusivité Coca-Cola, vous versez votre obole dans la poche de la famille Ricard, largement majoritaire dans le groupe Ricard. Elle peut ainsi, entre autres, inaugurer à son profit les nouveaux moyens de communication offerts par notre télé nationale.

Vu le coût de l'opération, plusieurs centaines de milliers de francs, les travailleurs de Ricard sont, eux, évidemment « privés d'antenne ». C'est ça, la démocratie libérale ! Pour avoir le droit à la parole, il est recommandé de choisir sa famille de naissance.

SECURITE Des milices d'adolescents : un mort

David avait quatorze ans. Il est mort dans la cour d'une ferme à Quierzy dans l'Aisne, abattu d'une cartouche de chasse de douze millimètres en plein dos. David et ses copains, dont celui qui l'a mortellement blessé en manipulant son arme, avaient été enrôlés par un éleveur de poules

pour préserver son précieux élevage. Résultat : une mort absurde, et les médias de se répandre en pesantes considérations sur cette « milice enfantine ».

Comment ne pas incriminer, par-delà la responsabilité du cow-boy armant ces gamins, les fantasmes sécuritaires dont la droite et l'extrême droite font leurs choux gras électoraux. Une société qui arrive à de pareilles extrémités est plus que malade, elle est pourrie. Le « libéralisme » si vanté par Giscard, Barre et Chirac, c'est aussi ces faits que l'on dit de société et que l'on aurait tort de réduire au statut de bavure. Les chantages libéraux du capitalisme triomphant ont du sang sur les mains, celui de David, comme celui de toutes les victimes de leur société d'exploitation et de profits.

PACIFISME Relais de la paix de l'Appel des cent

A l'appel des cent, des relais de la Paix parcourront au cours du mois de juin la plupart des régions de France, pour converger vers Paris où se tiendront deux manifestations finissant en un grand rassemblement, le 23 juin. Quatorze rassemblements régionaux sont prévus, après celui de Toulouse le 8 juin, à Lyon, Lille et Nantes le 15 juin, à Nice le 19 juin, à Bordeaux, Le Havre, Le Mans, Limoges, Marseille, Metz, Tours le 22 juin. Les cent entendent « associer la célébration du 40^e anniversaire d'Hiroshima et de Nagasaki et l'année internationale de la jeunesse ». Ils avancent quatre exigences : « L'ouverture de négociations entre les deux super-puissances ; l'arrêt de la course aux armements ; la réduction des stocks d'armes de destruction massive ; l'utilisation des richesses ainsi dégagées pour éliminer la faim dans le monde ».

Pour sa part, la LCR a décidé de soutenir ces initiatives et de s'y associer comme elle l'a toujours fait, sur ses propres bases politiques, en considérant que « la lutte contre la politique militariste et impérialiste du gouvernement français » aurait dû être placée au cœur de ces relais de la paix.

A l'heure où les troupes françaises assurent une présence néo-coloniale dans le Pacifique sud, en particulier à Nouméa et Mururoa, comme en Afrique, à l'heure où le gouvernement de Fabius et Mitterrand se porte aux avant-postes de l'offensive de militarisation avec le programme Euréka, rien n'est en effet plus urgent pour les pacifistes français et pour le mouvement ouvrier que de tout mettre en œuvre pour construire la mobilisation unitaire la plus large possible pour combattre cette orientation. Toutefois, « l'appel des cent » et avec lui, avant tout, le PCF et la CGT n'en ont pas pris le chemin.

Il reste que ces initiatives seront les seules en France à avoir un caractère significatif en ce printemps maussade pour les luttes pour la paix dans notre pays.

PCI Affaire de famille

Principal dirigeant du PCI, Pierre Lambert prend sa plus belle plume pour saluer, dans *Informations ouvrières* (n° 1213) la mémoire de Robert Bothereau, lieutenant de Léon Jouhaux, fondateur de FO et prédécesseur de Bergeron : « Nous rendons hommage à Robert Bothereau qui a voulu, toute sa vie, sur des positions qui ne sont pas les nôtres, défendre l'indépendance du syndicat », écrit Lambert. Il rappelle que le refus par FO de l'association capital/travail proposée par de Gaulle l'amena, lui et son compère Hébert, à voter pour la première fois le rapport d'activité présenté par Bothereau au congrès confédéral de 1959.

Décidément, Lambert ne peut publier cet hommage appuyé à un dirigeant syndical réformiste, foncièrement anticommuniste et avant tout attaché à la défense du « monde libre », sans dater le moment où il abandonna tout combat pour une opposition lutte de classe dans FO. Si la continuité de Bothereau est constante, depuis les années trente, dans son refus de l'unité organique du mouvement syndical et sa recherche d'une collaboration avec le patronat, celle de Lambert l'est beaucoup moins. Après son passage avec armes et bagages dans le camp de la bureaucratie FO, Lambert ne pouvait faire moins, dans cet article, que de marquer son appartenance à la famille jalousement regroupée sous la houlette de Bergeron !

Profitons de l'occasion pour signaler deux autres perles « lambertistes », relevées dans le précédent numéro d'*IO*. Une virulente attaque contre le syndicat des chômeurs, dénoncé comme « réactionnaire de A à Z », « dirigé contre les intérêts de la classe ouvrière », et identifié à des précédents fameux : « L'histoire nous a montré en maintes occasions comment des aventuriers du genre Pagat ont utilisé les chômeurs comme une masse de manœuvre pour leur offensive contre la démocratie ». Pas moins ! Et un second article de la même veine contre le vote des immigrés à Mons-en-Barœul : « Il s'agit en fait de pérenniser l'existence d'une catégorie de sous-citoyens ».

Critique Communiste

revue mensuelle
de la
Ligue Communiste Révolutionnaire
42^e année - n° 141 - juin 85 - 14 fr.

Sommaire :

Guerre au racisme !

* Une alliance travailleurs-patronat pour sauver l'économie européenne ?
Débat avec Jacques Mazier

* LA LUTTE DES TRAVAILLEURS-PAYANS CONTRE LE PRODUCTIVISME

Dossier :

* Mineur de fond en Pologne
Document

* Kafka, miroir de Khrouchtchev

ABONNEMENT A DOMICILE

	FRANCE DOM-TOM	ETRANGER
1. AVEC LA PRESSE DE LA LCR 52 Rouge + 11 Critique communiste + les numéros hors série de Critique communiste	450 F	500 F
2. SIX MOIS D'EXPERIENCE DE L'HEBDO ROUGE 6 mois = 24 numéros	160 F	
3. CONNAITRE LE MENSUEL CRITIQUE COMMUNISTE 1 an = 11 numéros	150 F	170 F
4. CAHIERS DU FEMINISME 5 numéros	65 F	75 F
5. INPRECOR 1 an = 25 numéros	250 F	250 F
Abonnements par avion : nous consulter		

Nom _____

Prénom _____

Adresse _____

Formule choisie _____

Règlement à l'ordre de PEC,
2, rue Richard-Lenoir 93100 Montreuil
Tél : 859 00 80

Rouge

● Edité par la société Presse-Edition-Communication (PEC)

● Imprimerie Rotographie, Montreuil. Tél : 859 00 31

● Directeur de publication : Christian Lamotte

● Commission paritaire 63922

● Rédaction-administration : 2, rue Richard-Lenoir 93108 Montreuil. Tél : 859 00 80 (lignes groupées)



LA CONCORDE DES POTES

Après le 15 juin ?

Le 15 juin, des dizaines de milliers de jeunes et de travailleurs seront rassemblés, selon toute vraisemblance, place de la Concorde à l'appel de SOS-Racisme. Cela prouve qu'une force de masse est en train d'émerger qui entend s'opposer à la démagogie xénophobe de la droite et de l'extrême droite comme aux tergiversations de la majorité. Le succès du 15 juin en appelle d'autres, pour peu que le mouvement actuel sache se préparer aux prochaines étapes.

Qui peut encore en douter ? L'affirmation d'un puissant courant contre le racisme et en soutien aux travailleurs immigrés constitue un axe fondamental du combat de classe aujourd'hui. S'il en fallait une nouvelle preuve, la « Convention libérale » des 8 et 9 juin — qui a réuni sur la même tribune tous les leaders de l'opposition — la fournirait. Car s'il est un point sur lequel la droite « parlementaire » et « républicaine » et l'extrême droite fascisante convergent, c'est bien l'immigration.

Les « propositions pour l'alternance » rédigées par nos « libéraux avancés » sont particulièrement éloquentes. On y trouve ainsi dénoncées « les dangereuses utopies du socialisme qu'illustre le projet d'une société multiculturelle : il remet en cause notre identité nationale en encourageant la constitution de véritables enclaves de souveraineté aux obédiences et aux références propres ». Le parti de Le Pen ne dit pas autre chose, dans un de ses plus récents documents : « Déjà, la culture française perd ses caractères propres, certains appelant même de leurs vœux l'inhérentabilité de son africanisation et de sa maghrébinisation dont ils présagent abondamment les bienfaits. »

Le programme des possédants

Conséquence directe de cette analyse, droite et extrême droite s'accordent totalement sur les mesures qu'il convient de prendre. Suppression des prestations qui « relèvent d'une politique de solidarité », renforcement du contrôle des touristes, rétablissement sélectif des visas, « suppression des entraves » aux

contrôles policiers figurent notamment au catalogue de ce qui unit une opposition par ailleurs tiraillée en tous sens.

Rien là qui saurait surprendre. La droite ne fait que retranscrire la politique du grand patronat. Tant que dura la phase d'expansion économique, la classe dominante fit largement appel à une main-d'œuvre bon marché, taillable et corvéable à merci, qui lui permettait de contenir les revendications ouvrières. La crise a bouleversé ces données. D'autant que, progressivement, les immigrés se sont intégrés aux activités du mouvement ouvrier. Dès lors que les restructurations imposent des centaines de milliers de licenciements, les possédants entendent se débarrasser d'une partie importante de cette force de travail devenue moins sûre. Et ils en font les boucs émissaires de leur crise.

Mais si les battus du 10 mai reprennent désormais à leur compte les propositions de Le Pen, la gauche, de son côté, a capitulé devant la poussée réactionnaire. Certes, François Mitterrand se référait récemment au droit de vote des immigrés devant le congrès de la Ligue des droits de l'homme. Certes, Laurent Fabius et Georgina Dufoix ne manquent pas une occasion de parler d'« insertion » de la population étrangère. Reste que pour nos gouvernants, l'antiracisme n'est qu'un argument de meetings électoraux. Dans la pratique, leur gestion a aggravé les conditions d'existence des immigrés et de leurs familles.

« Le PS, le RPR et l'UDF sont d'accord sur des principes fondamentaux », écrivait significativement le Monde du 8 juin. « La France ne peut accueillir davantage d'étrangers : il faut donc suspendre les entrées, faire la chasse aux

clandestins et encourager les immigrés qui le désirent à retourner dans leur pays (...) Les divergences entre les trois partis ne portent que sur les moyens d'appliquer ces principes... »

Peut-on être plus clair ? La soumission du pouvoir aux besoins du système en crise s'est traduite par des mesures de contrôle des frontières, l'octroi des plus sélectifs de la carte unique de dix ans prévue par la loi du 17 juillet 1984, l'entrave au regroupement des familles, la multiplication des incitations au retour et des licenciements en masse de travailleurs immigrés en « sureffectifs ».

Passer à la vitesse supérieure

Voilà qui prouve l'importance d'une action résolue sur ce terrain. Le rassemblement-concert du 15 juin, place de la Concorde, va en constituer une étape décisive. C'est en effet par dizaines de milliers que nous serons rassemblés pour clamer notre opposition à toute ségrégation, à Le Pen et notre solidarité avec nos camarades immigrés. Quelles que soient ses limites, cette démonstration s'inscrira dans un processus vieux de plusieurs années, marqué notamment par les marches de 1983 et 1984. Elle constituera surtout l'aboutissement du vaste mouvement qui a vu, dans tout le pays, les antiracistes reprendre l'initiative, en affichant leurs convictions, grâce au badge « Touche pas à mon pote ».

Sur la base de la mobilisation du 15 juin, il faut maintenant préparer une nouvelle étape du combat et passer à la vitesse supérieure. La force organisée au cours de la dernière période doit désormais ordonner son action autour de l'exigence de l'égalité des droits entre Français et immigrés : droit de vote dans toutes les consultations électorales bien sûr, mais aussi droit au travail, au logement, au regroupement des familles, etc. Sans de réelles avancées dans ce domaine, il ne saurait exister d'acquis durables face au racisme. Ce dernier s'alimente de la division entre les exploités. Au contraire, la reconnaissance d'une communauté d'intérêts et de droits entre tous les travailleurs, sans distinction de race, ne peut que faciliter leur unité et leur solidarité face à un ennemi commun.

Avec plus de force que jamais, il faut donc

exiger maintenant de ceux qui nous gouvernent qu'ils cessent de discourir sur le racisme, qu'ils utilisent les moyens en leur possession pour abroger toutes les dispositions anti-immigrés et ouvrir un nouvel espace de liberté. Les tergiversations ne sont plus de mise, tout comme les arguties sur l'isolement de la gauche. Entre le mouvement de masse antiraciste qui s'affirme et les pressions de la réaction, il faut choisir. C'est à cette condition que la participation de divers dignitaires socialistes au rassemblement du 15 juin sera autre chose qu'une misérable opération politicienne, destinée à préparer un futur « front républicain ».

Pour être efficace, le mouvement actuel doit également se structurer à tous les niveaux et se doter des moyens d'une vie démocratique propre à assurer la réelle participation de tous ceux qui ont contribué à sa construction. Telle est la voie pour forger un rapport de forces durable et tirer tous les fruits du succès prévisible du 15 juin. Rien ne serait en effet plus désastreux que de laisser cette force impressionnante sans autre perspective qu'une succession d'initiatives centrales. C'est de la capacité des antiracistes d'ancrer leur action à l'échelle locale et régionale, d'impulser une lutte permanente, que dépend, au bout du compte, l'issue de la bataille engagée.

De l'organisation de la mobilisation autour d'un ensemble d'objectifs précis, de sa structuration démocratique dépend encore le succès des initiatives de demain. Car c'est la montée en puissance du combat antiraciste qu'il convient à présent de favoriser. Un million de jeunes et de travailleurs dans la rue : un tel objectif est désormais réalisable pour le mois de décembre, date anniversaire des marches de 1983 et 1984 pour l'égalité des droits.

On le voit, les antiracistes ont du pain sur la planche. Le 15 juin, le PS, le PCF, plusieurs organisations syndicales ou associations démocratiques ont apporté leur soutien au concert de la Concorde. Au cours des mois qui viennent, aucun d'entre eux ne devra manquer à l'appel, quelles que soient les divergences qui peuvent exister au sein du mouvement antiraciste. L'enjeu est bien trop important et l'unité est la condition du succès.

Christian Picquet

Révolte au congrès du MRAP

C'est à une contestation sans précédent qu'a donné lieu le congrès national des 8 et 9 juin. Face à une direction arc-boutée sur une image respectable, modérée, du MRAP, un grand nombre de délégués désiraient avancer vers une orientation antiraciste combative et militante.

Le débat s'est cristallisé sur le droit de vote des immigrés. Longue histoire dans le MRAP : cela fait maintenant plusieurs années que des revendications d'égalité des droits interpellent les antiracistes. Mais la prudence proverbiale de la direction du MRAP la conduisait à éluder une prise de position nette. Sous prétexte de difficultés juridiques, constitutionnelles ou en se réfugiant derrière l'hostilité de l'opinion publique, comme si celle-ci ne dépendait pas aussi de la

détermination des antiracistes.

Une triple pression avait récemment rendu cette position intenable : chaque débat interne montrait un courant de plus en plus large dans le sens de l'égalité des droits. Ce débat interne était bien sûr influencé par toutes les mobilisations antiracistes de ces dernières années (marche pour l'égalité des droits, Convergence 84), centrées sur l'égalité et singulièrement sur le droit de vote comme symbole politique. Le succès

de SOS-Racisme avait, lui, démontré la mobilisation de la jeunesse et la force de l'audace comme facteur de mobilisation.

Enfin les très récentes prises de position de Mitterrand devant la Ligue des droits de l'homme et de Marchais dans la foulée rajoutaient une touche presque ridicule aux atermoiements du MRAP.

La détermination des délégués s'est dès lors exprimée en commission par une longue suite d'interventions insistantes sur l'urgence d'une prise de position claire assortie d'une campagne nationale.

C'en était trop pour la direction du MRAP qui, obligée de prendre le train en marche, voulait tout au moins ne pas être dans la locomotive. On assista donc au déploiement de subterfuges les plus divers pour affaiblir et minimiser l'engagement des congressistes. Face à une salle désireuse de s'exprimer et d'empêcher tout artifice de dernière minute, le secrétariat donnait un spectacle lamen-



table : refus d'expression aux délégués mais longs laïus de la direction, appels théâtraux à l'unité du MRAP censée

être mise en cause par ce qui était au contraire une avancée collective. Les délégués passaient d'ailleurs par des alter-

nances d'indignation et de stupéfaction.

Enfin, après la réunion quasi clandestine d'une commission de synthèse réduite à quatre personnes dont la présidente et le secrétaire général du MRAP, c'est à l'arraché et à l'usure qu'un texte « médian » était adopté. Ce texte reconnaît le droit « à l'élection et à l'éligibilité des immigrés dans les consultations concernant la société où ils vivent ». Ce qui en toute logique concerne toutes les élections. Surtout, cette prise de position s'accompagne d'un engagement à mener une campagne sur ce thème avec les autres organisations antiracistes et les organisations d'immigrés.

On pourra donc vérifier si après tant d'années de discussions le MRAP tout entier va enfin sortir de ses hésitations et retrouver nationalement une dimension combative et militante sans laquelle son prestige moral deviendrait vite une coquille vide.

Raphaël Dufleaux

Les délégués et les médias

La presse quotidienne a présenté les délégués, souvent jeunes, qui se sont le plus engagés dans la discussion, comme des porteurs du badge « Touche pas à mon pote », voire des supporters de SOS-Racisme. C'est évidemment absurde : de nombreux délégués portaient la petite main... que les comités locaux du MRAP ont souvent diffusée. Surtout, c'est pratiquer la confusion entre la conviction de tous ceux qui pensent que l'unité des organisations antiracistes est nécessaire et les débats propres à chacune d'entre elles. On peut s'attendre à ce que la direction du MRAP reprenne au vol cet argument un peu lourd...

MARSEILLE, LE 29 JUIN

La contre-offensive

Réunir sur un projet commun la LICRA et France-Palestine, SOS-Racisme et l'Amicale des algériens en Europe semblait relever de la gageure, il y a encore quelques semaines. C'est pourtant ce qui est en train de se passer à Marseille avec le rassemblement antiraciste et antifasciste prévu pour le 29 juin.

Pour préparer cette initiative, une cinquantaine d'organisations travaillent ensemble, les mouvements antiracistes, féministes, chrétiens, d'éducation populaire, l'extrême gauche et surtout les associations d'immigrés. Seuls manquent à l'appel le PC, la CGT, le PS en tant que tel (nombre de ses militants participent à d'autres titres), ainsi que le PCI et LO. Quant à la FEN, à majorité UA (tendance proche du PCF), elle a prévu de faire une informa-

tion sur l'initiative par un appel séparé.

Le 29 juin, les antiracistes et antifascistes montreront qu'ils sont à Marseille plus nombreux que les émules du Front national ; dans la salle où Le Pen a tenu deux meetings pendant les cantonales, ils réuniront des milliers de jeunes, de femmes, de travailleurs, pour débattre ensemble et aussi pour faire la fête !

Le lendemain, ça ne sera pas fini, puisqu'une grande partie des associations mobilisées a d'ores et déjà décidé de se constituer en collectif permanent contre le racisme. De même, des collectifs se créent dans de nombreuses entreprises et administrations du département. Le petit dernier, né aux impôts, a déjà recueilli 250 signatures ; aux PTT, c'est un journal du collectif qui est diffusé à des milliers d'exemplaires !

Correspondant

Editorial des feuilles d'entreprises

La droite s'en va-t-en guerre

La droite s'y croit déjà, au pouvoir. La brochette des revanchards, Barre, Giscard et Chirac s'imposent de nouveau à l'écran.

Même si Barre fait la gueule, même s'ils sont divisés pour savoir, une fois la gauche battue, qui aura la plus grosse part du gâteau, ils sont là, prêts à bondir sur un pouvoir qu'ils considèrent comme leur propriété légitime.

Un sale vent réactionnaire

L'ombre de Le Pen planait sur la Convention libérale, réunissant pour les photographes les trois crocodiles les plus voraces de la droite. Le « programme » adopté par les 4 000 plus beaux costumes des fans de la droite unie, par beaucoup d'aspects, n'a rien à envier à celui du Front national :

— droit d'expulsion immédiate des immigrés sans travail, dont les enfants nés en France n'auront plus la nationalité française automatiquement. Il faut, pour Barre-Chirac-Giscard, résister au déferlement des « populations très fécondes du sud ».

— suppression de l'autorisation donnée par l'inspecteur du travail de licencier, destruction des clauses « rigides » du Code du travail en matière de licenciement. Liquider les droits syndicaux sur les élections professionnelles.

— supprimer totalement l'encadrement des prix, faire des coupes sombres dans le budget de l'Etat, dénationaliser à peu près tout ce qui l'a été depuis 1945...

La petite divergence entre le professeur Barre et ses partenaires, c'est la croissance qu'il ne faut

pas chiffrer, c'est le chômage dont il ne faut pas promettre la résorption.

Ils se croient tout permis parce qu'en face...

« Nous sommes en ordre de bataille, nous engageons le combat, nous montons en ligne, nous combattons jusqu'à la victoire », vociférait Jacques Toubon, pour qui 1986, c'est déjà la guerre. Cette prétention sans retenue est stimulée par l'inexistence de la gauche.

Divisée plus que jamais, et l'épisode de la SKF met de l'huile sur le feu, la gauche semble vaincue d'avance.

Le PS accentue une politique d'austérité dans laquelle se reconnaît à peu près Barre.

Le PCF accentue une politique agressive, rejetant PS et droite dans le même sac, n'offrant pour tout horizon que son regonflement électoral.

On ne combat pas la droite en faisant sa politique

Compter sur ceux qui ont gâché les espoirs du 10 mai, sur ceux qui avaient tout le pouvoir et en ont usé pour continuer une politique d'austérité, compter sur le PS et le PCF pour battre la droite, c'est rebâtir de nouvelles illusions sur la cendre des anciennes.

Pour les révolutionnaires, pour celles et ceux qui refusent le retour de la droite et l'austérité de gauche, rien n'est plus urgent que de construire une force anticapitaliste qui rassemble tous ceux qui ne sont pas vaincus, qui refusent de lier leur sort aux capitulations de la gauche.

LA DROITE FACE A SON AVENIR (1)

Ecoutez la différence...

Après le congrès du RPR, la Convention libérale des 8 et 9 juin vient de mettre en évidence l'état d'esprit régnant à droite : une volonté de revanche, au profit des nantis et des puissants. Mais l'identité de vue sur ce point entre les états-majors ne suffit pas à assurer la cohérence du camp réactionnaire.

Curieux climat que celui qui règne à droite. A huit mois d'élections décisives, les leaders du camp réactionnaire semblent frappés d'un doute qui les amène à ne même plus chercher à dissimuler leurs rivalités. L'attitude crispée de Giscard, Chirac et Barre à la Convention libérale des 8 et 9 juin en fut incontestablement la manifestation la plus spectaculaire.

Ce ne sont pourtant pas leurs programmes respectifs qui divisent les composantes de l'opposition. Chacune met en effet un point

du premier principe, ils promettent la suppression des « rigidités sociales », c'est-à-dire des principales obligations patronales en matière de licenciements, de rémunérations ou de droit syndical. Cela passe, pêle-mêle, par la suppression de l'autorisation des licenciements par l'Inspection du travail, la liquidation du SMIC pour certains emplois ou la modification des règles des élections professionnelles, afin d'affaiblir les pouvoirs des organisations syndicales ouvrières.

Derrière la « déréglementation », c'est la

lacunes considérables et s'avèrent surtout des plus aléatoires pour permettre à la classe dominante de trouver une issue au marasme dans lequel s'enfoncé le capitalisme français. De ce point de vue, les points sur lesquels Barre critique ses concurrents sont révélateurs.

Pour justifier un ultra-libéralisme directement inspiré de l'expérience réaganienne, le RPR avance ainsi l'objectif de 3 % de croissance en moyenne. Perspective parfaitement irréaliste, dans les conditions actuelles du monde impérialiste. Les experts sont formels à cet égard. Même dans l'hypothèse où l'allègement de la fiscalité libérerait l'investissement des détenteurs de capitaux, cette « reprise » se traduirait immédiatement par une dégradation importante de la balance commerciale de la France. C'est exactement ce que dénonce l'ancien Premier ministre de Giscard, en indiquant que « le recours à une politique de relance globale creuserait une fois de plus le déficit des échanges extérieurs ».

Les désaccords apparus sur les rythmes et les formes de la désétatisation ne sont pas



d'honneur à récuser le terme. On ne parle que de « propositions pour le redressement économique et social » (à l'UDF), de « projet pour la France » (chez les chiraquiens), de « réflexions pour demain » (dans l'entourage de Barre).

La revanche pour tout programme

Les battus du 10 mai ne divergent pas davantage sur la philosophie générale de leur action, s'ils reviennent aux affaires. Au nom du libéralisme, une même volonté de revanche les caractérise. Comme l'indique justement Colette Ysmal dans un récent article de la revue *Critiques de l'économie politique* : « De fait, la droite ne cache plus guère qu'elle a fait le choix du fort et partant, de "l'oppression". D'une part, ses préoccupations actuelles vont exclusivement aux industriels et marginalement aux cadres ; d'autre part, et ses programmes sont très révélateurs à cet égard, elle a renoncé à toute préoccupation de justice sociale. »

Trois maîtres mots caractérisent les « propositions » des chefs de la réaction : flexibilité, déréglementation et désétatisation. Au nom

volonté de favoriser les plus puissants, en laissant s'exercer « librement » les règles du marché, qui transparait. Suppression de l'encadrement du crédit, abolition de l'impôt sur les grandes fortunes et dénonciation du caractère « excessif » de la pression fiscale sur les revenus ou les entreprises, reviennent en permanence dans les discours.

Couronnement de ces perspectives, la droite développe un vaste projet de dénationalisation. L'Etat doit exclusivement « veiller à la sécurité des personnes et des biens, ainsi qu'à la sécurité extérieure ». En conséquence, nos libéraux entendent céder au privé le secteur de la communication et de l'information, celui des banques et des assurances et celui des entreprises industrielles du secteur concurrentiel (ce qui devrait impliquer des firmes nationalisées en 1945, comme Renault).

Impuissance de temps de crise

Au vu de l'accord existant sur ces points, les racines profondes des désaccords actuels au sein du camp bourgeois apparaissent mal. En fait, si le combat des chefs reprend avec plus de vigueur que jamais, c'est que les « propositions » de la droite manifestent des

moins éloquentes. A l'inverse de ses alliés, Barre plaide pour le « pragmatisme » et le « compromis » entre l'Etat et le marché. S'il en va ainsi, c'est que la cession des entreprises publiques risque de coûter fort cher à la bourgeoisie. Avant de se déposséder, l'Etat devra nécessairement procéder à d'importantes dotations en capital. Celles-ci grèveraient d'autant les bénéfices financiers escomptés de ces opérations. Et, en bouleversant les marchés financiers, les nationalisations provoqueront probablement un afflux de capitaux étrangers et aggraveront, du même coup, la dépendance de l'économie française et d'un certain nombre de ses secteurs. Quant à la diminution du rôle de l'administration dans les affaires économiques, elle risque fort de se solder par la remise en cause de programmations à long terme et de frapper des activités décisives — comme la défense, la recherche, l'agriculture ou les secteurs exportateurs.

On le voit, les désaccords internes à l'opposition ne sauraient se résumer à des rivalités de leaders. Ils reflètent l'impuissance des possédants devant leur crise. Et ils interdisent aux partis conservateurs d'opérer les choix politiques qui s'imposeraient.

Christian Picquet

● Prochain article : l'instabilité pour avenir

Livres lus pour vous

Un atout contre l'apartheid

● *La Propagande de l'apartheid*, par Jacques Marchand. Editions Karthala. 279 p. 75 F.

A la veille du neuvième anniversaire des émeutes de Soweto au cours desquelles le régime sud-africain n'hésita pas à massacrer plusieurs centaines de jeunes Noirs, le livre de Jacques Marchand vient à point nommé pour démonter les rouages d'une machine de guerre de l'apartheid : sa propagande. Même si elle semble moins dangereuse pour le peuple noir d'Afrique du Sud, elle n'en constitue pas moins une arme de choix pour les racistes qui gouvernent à Pretoria dans la défense de leur pouvoir.

Elle leur sert à véhiculer un certain nombre d'idées reçues selon lesquelles un boycott de l'Afrique du Sud entraînerait un effondrement des économies occidentales, ou que l'apartheid serait en voie de disparition ou bien encore que les investissements étrangers contribuent à l'amélioration des conditions de vie de la population noire.

Les événements de ces derniers mois viennent amplement déchirer ce tissu de mensonges. Mais il ne suffit pas pour autant d'estimer que l'apartheid se démasque de lui-même. Jacques Marchand dissèque les mécanismes par lesquels l'Afrique du Sud se construit un réseau de collaborateurs, conscients ou non, achète des journaux à l'étranger ou suscite des associations qui, sous couvert d'amitié avec les peuples d'Afrique australe, servent de relais à la propagande raciste. Il n'y a qu'à lire le *Figaro* du 7 juin pour y trouver sous la plume complaisante de Patrick Wajzman un plaidoyer pour l'aide à « l'atout exceptionnel que représente l'Afrique du Sud pour le monde libre ».

Autant de raisons de lire le livre de Jacques Marchand, un atout exceptionnel pour ceux qui veulent voir disparaître l'apartheid.

Jean-Jacques Laredo

Un recueil pluraliste

● *Les Juifs dans la Résistance et la Libération*. Editions du Scribe, 94 francs.

Longtemps négligé voire occulté, le rôle des juifs dans la Résistance fait l'objet à présent de nombreux travaux, comme pour rattraper le temps perdu. Ce livre est un recueil d'études et de témoignages présentés à un colloque en octobre dernier. Il offre l'avantage de présenter un éventail des diverses formes de cette résistance et de la variété des engagements politiques : sionistes, bundistes, communistes de la MOI, etc. Le pluralisme politique de ce colloque est aussi à remarquer et donne lieu à certaines controverses sous-tendues par le sujet : nationalisme et internationalisme.

Comme on le sait, les juifs furent majoritaires dans les détachements FTP-MOI, tant dans la région parisienne qu'en province. On cite régulièrement Rol-Tanguy en tant que commandant des FTP de l'Ile-de-France, mais le nom de Joseph Epstein, son prédécesseur, arrêté en octobre 1943 et exécuté en avril 1944, qui joua un rôle déterminant, est rarement cité. Reviennent lancinantes les raisons du sacrifice des FTP-MOI en 1943. Leurs dirigeants demandèrent à trois reprises au sommet du PCF le transfert de ces unités localisées, traquées par la police, vouées à la destruction en raison de leurs interventions trop rapprochées, en province, dans des villes à forte concentration juive. Ils essuyèrent un refus catégorique. On leur répondit cyniquement que les cadres n'étaient pas faits pour être mis en conserve, oubliant qu'il ne s'agissait pas de leur retrait mais de leur engagement dans d'autres régions.

Cette décision était-elle uniquement dictée par le souci de ne pas dégarnir le front parisien ? Entrait-il d'autres préoccupations en ligne de compte, alors que les négociations pour la participation ministérielle du PCF allaient bon train ? Toujours est-il que l'on s'attachait, aux célébrations de la Libération, à ne pas trop faire apparaître les combattants étrangers dans la liesse nationaliste.

Rodolphe Prager

SKF-IVRY

Une action exemplaire ?

L'action du PCF et de la CGT menée à SKF-Ivry fait-elle avancer la mobilisation contre les licenciements et les fermetures d'entreprises ? En un mot est-elle efficace, permet-elle à un nombre croissant de travailleurs de retrouver le chemin de la lutte pour l'emploi ?

Le gouvernement Fabius a envoyé, au cœur d'un vieux bastion du PCF, ses CRS pour déloger, le 28 mai, les occupants de la SKF à Ivry. Comment ne pas voir là une véritable provocation du gouvernement contre le PCF et la CGT ? Comment ne pas reconnaître dans l'envoi des CRS un gage donné à la droite et au patronat ? Mitterrand et Fabius avaient décidé d'assumer un affrontement avec le PCF et la CGT afin de dire, à qui voulait l'entendre, qu'ils en étaient capables.

L'acte initial, l'évacuation de l'entreprise par les CRS, même si les occupants, ce 28 mai au matin, étaient peu nombreux, est de la seule et entière responsabilité de Fabius et Joxe, qui savaient dans quelle ville de l'ex-cinture rouge ils envoyaient leurs CRS.

La stratégie de la ville assiégée

Depuis fort longtemps, la CGT et le PCF adoptent une tactique dont l'issue se déroule aux dépens des travailleurs licenciés. Ils font de l'entreprise concernée une forteresse assiégée, objet d'une occupation-marathon, au bout de laquelle ne restent plus que quelques dizaines de travailleurs concernés.

Cette tactique de l'usine assiégée s'accompagne de sorties, d'opérations coup de poing, de façon à canaliser au mieux la combativité des plus décidés : occupations de voies de chemin de fer, de gares, etc. C'est le scénario utilisé, une fois de plus, à la SKF, occupée depuis dix-neuf mois. Restaient recensés par la CGT au moment des négociations, le 7 juin, 43 occupants.

Quand, en mars 1983, l'usine est fermée, l'effectif est de 615 salariés. En octobre 1983, quand le gouvernement autorise 495 licenciements, Jack Ralite est alors ministre de l'Emploi.

La CGT, très majoritaire dans l'usine, n'a pas tenté de faire converger cette lutte sur l'emploi avec toutes celles qui se menaient à l'époque, celle de Talbot, celle de secteurs industriels entiers comme la navale, le charbon et l'acier. La tactique de l'usine aux portes fermées est une tactique d'isolement.

Une tactique encourageante ?

Le 5 juin, à Ivry, la violence policière était flagrante. Le nombre des blessés, la gravité des blessures l'attestent. Mais il faut reconnai-

tre que cette opération, menée conjointement par l'appareil municipal d'Ivry et par des militants sélectionnés, s'est substituée à un véritable mouvement de masse des travailleurs de la SKF, dont l'immense majorité avait quitté les lieux depuis longtemps.

Georges Marchais ne nie pas cela, il le revendique : « On me dit que la municipalité communiste d'Ivry a envoyé des employés communaux et des camions. C'est vrai. Je dis même que si elle ne l'avait pas fait, elle n'aurait pas accompli son devoir » (meeting PCF, vendredi 7 juin, Besançon). Le secrétaire général du PCF ne récuse pas non plus la thèse du commando, il l'accrédite en la modifiant quelque peu lors du même meeting :

« On a dit aussi que l'action conduite pour empêcher la casse de l'entreprise était le fait d'un petit commando du Parti communiste... » Marchais ne dément pas, il ajoute simplement : « mais il faut savoir qu'il y a à Ivry 122 organisations de masse soutenant les travailleurs de SKF ».

Le 5 juin fut l'œuvre d'une minorité décidée, courageuse mais agissant en lieu et place des travailleurs de la SKF, fort peu consultés depuis mars 1983 pour agir en défense de leur propre emploi.

Il serait quelque peu osé de voir là une action à la violence exemplaire. Il convient plutôt de regarder les événements du 5 juin comme le défi gouvernemental relevé par l'appareil du PCF et de la CGT, ce qui, de toute façon, ne saurait justifier ni excuser la violence des brigades spéciales de Joxe.

Violence et violence...

Les travailleurs ont-ils reçu cette action comme une aide à leur lutte ? Beaucoup d'interrogations dans les entreprises : pourquoi maintenant et pas avant ? Pourquoi cette boîte-là et pas les dizaines d'autres qui ont connu le même sort depuis des années ? S'il est évident que personne ne porte les CRS dans son cœur, l'aspect opération d'appareil est apparu de manière crue.

Chacun se souvient de la lutte de décembre 1983-janvier 1984 à Talbot-Poissy. Là aussi, l'évacuation, fin décembre, de l'usine par les CRS de Mauroy avait mis le feu aux poudres. La CSL (ex-CFT) avait envoyé le 5 janvier plusieurs centaines d'hommes de main, dont beaucoup étaient armés de crocs

de boucher et d'armes à feu. Les 7 à 800 travailleurs du B3 avaient, ce jour-là, fait acte de bravoure en défendant leur bâtiment contre les assauts des fascistes auxquels s'était joint le PFN.

Le 5 janvier, à 11 heures, paraît une déclaration de Henri Krasucki, distribuée à des millions d'exemplaires : « Les actes de violence (...) sont le fait d'un groupe d'environ 150 extrémistes manipulés par des éléments extérieurs soutenus jusqu'à ce jour par la CFDT et présentés complaisamment comme "les grévistes" par la plupart des médias. »

Les 150 étaient des centaines, en l'occurrence les grévistes du B3, parmi lesquels la section CFDT était plus influente que le syndicat CGT de Nora Tréhel. Henri Krasucki allait plus loin dans sa dénonciation : « La responsabilité de la situation [une situation dont l'issue était encore incertaine à 11 heures, puisque les CRS ne faisaient que fort mollement tampon entre les hordes de la CSL et les grévistes repliés dans le B3, NDLR] incombe d'abord à la direction du groupe PSA (...) qui a permis aux éléments de la CSL de Talbot (...) de conjuguer aujourd'hui leur violence avec celle des 150 extrémistes. »

Violence d'hier, violence d'aujourd'hui. Des centaines de grévistes, immigrés, se défendent avec la section CFDT contre la CSL, et les voilà rejetés dans le même sac que leurs agresseurs. L'Humanité du 7 janvier 1984 dénonçait : « On sait maintenant que dans l'usine entraient librement — la direction le savait — toutes les organisations type LCR, LO, PCI qui ont soufflé sur les braises et ont été à l'origine des premiers incidents entre travailleurs en lutte. »

Il n'en demeure pas moins que les événements du 5 juin divisent les travailleurs et leurs organisations. La manifestation aux modestes effectifs du vendredi 7 juin à la République, toute tournée contre le Parti

socialiste, montre l'objectif réel des actions menées depuis le début juin : faire de SKF le symbole de la lutte anti-social-démocrate.

Unité des travailleurs et division politique

André Deluchat, membre du bureau confédéral, longtemps dirigeant départemental de l'UD du Val-de-Marne, déclarait après cette manifestation : « En tant que responsable syndical, je m'élève contre les mots d'ordre, les affiches et les thèmes développés qui ont pris plus d'ampleur aujourd'hui et qui n'ont rien à voir avec la démarche syndicale de défense des intérêts des travailleurs... »

L'absence de Gérard Gaumé, autre membre socialiste du bureau confédéral CGT, lors de cette manifestation de la République, alors qu'il est responsable du secteur « libertés » de la CGT, en dit long sur les effets internes de l'affaire SKF. Bien entendu, la routine va reprendre le dessus : la direction confédérale prévoit déjà une quinzaine d'action dans le commerce (10 au 22 juin), une journée d'action dans la Loire et... dans la fonction publique (11 juin), une journée de lutte le 16 juin dans la Somme autour du conflit AMO, une semaine d'action dans l'Oise du 17 au 22 avec un temps fort le 20, et ce même 20 juin une journée d'action dans le Languedoc-Roussillon. Sans oublier la journée du 19 juin dans la chimie, pour laquelle la fédération a lancé un « appel national pouvait aller jusqu'à vingt-quatre heures de grève ».

Le rideau va tomber sur SKF. Mais le nom de cette usine montre à quel point une action peut être captée hors de son propos, la défense de l'emploi, pour être utilisée dans la partie de bras de fer à laquelle se livrent PCF et PS.

Jean Lantier



Le PCF... à tombeau ouvert

Affaire Manouchian, SKF, interview du général Jaruzelski, fronde PC-CGT... Le PCF fait la une des médias sous différentes facettes. Alors, un ras-de-marée anticomuniste, ou les soubresauts d'une ligne hasardeuse ?

Trois postulats de base fondent en ce moment le discours du PCF. Trois postulats, pourtant, qui ne font pas une ligne.

Le premier d'entre eux vise à rejeter sur le seul PS les raisons de l'échec de la coalition gouvernementale issue du 10 mai. « Pourquoi le gouvernement auquel ont participé quatre ministres communistes de 1981 à 1984 a-t-il échoué ? Parce que son action a été dirigée par le seul Parti socialiste », expliquait Georges Marchais dans l'éditorial de l'*Humanité* du 15 mai.

Sous d'autres formes, l'affirmation selon laquelle le PCF n'est pour rien dans ce vaste gâchis est reprise : « Dominant, le PS l'a été. Il a recueilli 37 % des voix aux élections législatives de 1981 », indique la résolution du comité central des 20 et 21 mai. Et ce score de 37 % a été obtenu au moment d'un affaiblissement notoire du PCF. En somme, les quatre ministres et le PCF ont compté pour du beurre entre 1981 et 1984.

Le second postulat est audacieusement déduit du premier : « Quand le Parti communiste est affaibli, les travailleurs trinquent ». Tel est le titre d'une plaquette qui circule à l'heure actuelle. Son but, comme celui de toute la propagande du parti, est de tenter de regonfler des effectifs. « Une adhésion toutes les six minutes », proclame la brochure, prenant comme référence la période du 15 février au 31 mars...

Troisième postulat, et le dernier, c'est que tout dépend du renforcement du Parti communiste. « En 1986, de quoi dépendra que la droite soit mise en échec, que des solutions neuves prévalent ? (...) Faire du neuf, c'est donner au Parti communiste la force nécessaire, la capacité de se faire entendre efficacement », affirme Georges Marchais. La résolution du CC des 20 et 21 mai est plus modeste : « En ce qui concerne l'échéance de 1986, elle peut permettre aux électeurs, en votant communiste, d'exiger la mise en œuvre de la politique nouvelle nécessaire pour le pays. » Sortis de ces trois postulats, les divergences apparaissent.

Quelle ligne pour 1986 ?

Le secrétaire général avait, dans l'*Humanité* du 15 mai, laissé une porte ouverte à une nouvelle union de la gauche, fondée sur une progression

du PC et l'arrêt des attaques du PS pour l'affaiblir. « Si le PS veut continuer à gouverner le pays, avec qui le fera-t-il ? » demande Marchais. Soit avec la droite, et le PS prétend s'y refuser, soit avec le PCF, mais il entend l'affaiblir encore. Donc pour intervenir dans les calculs du PS qui « font abstraction d'une donnée essentielle : le PCF et le soutien qu'il obtiendra lors de ces élections législatives », pour prétendre peser sur la scène politique centrale et imposer au PS une autre alliance, un bon score en 1986 s'impose au PC.

Cinq jours après, cette ouverture mesurée n'a pas plu au comité central. La résolution adoptée reprend la méthode consistant à rejeter dans le même camp le PS et la droite. Le renforcement du PCF ne doit pas servir à négocier quoi que ce soit avec la social-démocratie, mais pour qu'il « dispose de la force nécessaire, de la capacité de se faire entendre efficacement, qu'il soit plus fort face aux autres courants politiques, tous favorables à la poursuite de la politique d'austérité ».

Et pour bien faire comprendre que l'attitude du PCF en 1986 n'est pas arrêtée, ou qu'elle n'a pas conquis la masse des adhérents, une conférence nationale sur l'échéance des législatives et des présidentielles est décidée pour l'automne. Il apparaît ainsi que le XXV^e Congrès semble jouer les prolongements, et ce sous de multiples formes dans le PCF. Si les assises de février ont enterré brutalement l'union de la gauche, l'orientation pratique qui en découle est parsemée de résistances d'une toute autre ampleur que celles apparues à Saint-Ouen.

Velléité d'indépendance à la CGT ?

La CGT, centrale dirigée par le PCF, n'est pas homogène derrière cette position. Pour la première fois portée à la connaissance des lecteurs des quotidiens nationaux, un débat dans le comité central portait précisément sur les attermoissements de la direction de la CGT. Celle-ci, coupable d'être évasive à l'égard du gouvernement et du PS, ne semble pas aussi portée à espérer haut et fort le retour de la droite. Georges Marchais n'avait-il pas affirmé crûment : « Cette droite-là ne pourra pas faire ce que fait le PS aujourd'hui. Elle n'aura pas la caution social-démocrate. Et nous, nous pourrions mieux rassembler dans les luttes ». La tonalité des leaders en titre de la CGT est quelque peu différente. L'heure est plutôt à gommer 1986, nier son importance centrale, et ainsi, en déduire une certaine neutralité à l'égard des changements qui peuvent intervenir.



Une autre position d'attente, donc, motivée par la nécessité absolue de la centrale de Montreuil de retrouver une image de marque indépendante du gouvernement, entamée par son soutien inconditionnel à la coalition PS-PCF.

Cette orientation est d'autant plus ferme, au sein de la direction Krasucki, que la CGT comprend dans ses rangs nombre de membres et d'électeurs du PS, problème que connaissent bien les élus municipaux du PC, mais qu'ignore une politique sectaire. L'affaire SKF intervient quelques jours après le CC. La conséquence brute et nette qui apparaît immédiatement après le 5 juin, c'est — pour la première fois depuis le coup d'Etat de Jaruzelski en Pologne — une fracture ouverte entre socialistes et communistes au sommet de l'appareil cégétiste. André Deluchat, ex-dirigeant de l'UD du Val-de-Marne, Gérard Gaumé, tous deux socialistes, manifestent leur hostilité au sectarisme anti-PS affiché lors de la manifestation du 7 juin à la République.

Cette fronde est relayée par nombre de dirigeants majeurs de la CGT, qui maintiennent un cap consistant à préserver la CGT des divisions PS-PC. Au récent congrès de l'UGICT (cadres CGT) deux socialistes ont été promus. Et on ne compte plus les déclarations syndicalistes au nom de l'indépendance de la centrale, répétées par André Sainjon (métallurgie) et Henri Krasucki lui-même.

Là encore, à l'instar de la

question de l'attitude du PCF lors des élections de 1986, la rupture de synchronisation entre PCF et CGT ne connaît pas pour l'instant de solution immédiate. Car, et SKF en est le symbole, les deux organisations, dans la situation de blocage politique qui les caractérise, ne peuvent que se nourrir de la lutte revendicative immédiate. Aussi constate-t-on, comme en 1978, une compétition entre CGT et PC aux portes des usines, Ducellier et SKF en sont les derniers exemples.

Cette situation peut être durable, tant il apparaît que l'affaire SKF ne peut se rejouer dans de multiples endroits, même si une flambée de ce genre convient à une fraction importante de l'appareil du PCF.

Les pays frères à la rescousse

C'est dans ce contexte politique, où la direction du PCF navigue à vue, que réapparaissent avec éclat les partis frères d'URSS et de Pologne. Le lecteur de la *Vie ouvrière* lira dans les deux derniers numéros combien la jeunesse soviétique est insouciant et promue à un avenir radieux au pays où le chômage n'existe pas (« Loin du chômage, les jeunes » et « l'emploi chez les soviets », titres des deux articles). Quant au lecteur de l'*Humanité*, une interview exclusive du général Jaruzelski, sur deux pages pleines, les 3 et 4 juin lui permettra d'appréhender combien les difficultés passagères et en voie de résorption du parti polonais ne sont le fait que du complot de l'Ouest.

Quand plus rien n'est sûr, en France, quand le « socialisme aux couleurs de la France » se dilue dans les aléas d'une ligne au jour le jour, les valeurs sûres reviennent au grand galop comme le naturel.

Jean Lantier

Souscription

Transformer l'essai de la fête LO-LCR

Le week-end des 25-26-27 mai à Presles s'est avéré un véritable succès politique. Grâce à l'effort militant consenti par toutes et tous, militants, sympathisants, amis. Ce succès doit être un tremplin pour 1986. Pourtant, nous sommes encore loin du compte et les échéances se rapprochent : plus que dix mois avant les législatives et les premières factures tomberont certainement avant ! Pour permettre à toutes celles et tous ceux, qui s'opposent à la politique d'austérité de Mitterrand et Fabius et qui ne veulent pas voir revenir les Giscard, Barre et Chirac, de s'exprimer, il faut deux millions et demi de francs (deux cent cinquante millions de centimes). Nous ne pouvons compter que sur nos propres forces pour notre succès final : pas de subvention, ni de mécène, alors collectons sans relâche des sommes de 20, 50 à 100 francs ou bien souscrivons un contrat militant auprès des militant(e)s de la LCR. C'est à toutes celles et tous ceux militants syndicalistes, ou anti-impérialistes, qui avec nous veulent voir s'affirmer une force anticapitaliste que nous faisons appel.

Vesoul

Christine	10
Cécile	6
Matial, demandeur d'emploi	10
Michel, travailleur privé de son emploi	3
Emploi	3
Ali, jeune chômeur	3,5
Bernard, Peugeot-Vesoul	5
Joël, Peugeot-Vesoul	5

Montbéliard

Collecte Peugeot-Sochaux	411,55
Christiane, ouvrière Peugeot-Sochaux	26
Bernard, ouvrier Peugeot-Sochaux	10
Reste de remboursement	6
Enseignante	100
Institutrice	10

Belfort

Guilaine	300
Métallo	100

Morlaix

Jean	30
Marie-M.	30
Liliane	30
Didier	30
Gilbert	40

Fédé 93

Agnès, C. M. MAI	100
Cellule Avicennes	80
Eric, instit, CM MAI	50
Véronique, CM MAI	50
Michèle, enseignante, CM MAI	100
Inst 93	32
René, Marie-Thérèse, CM MAI	100
Pierre CM MAI	50
Michel CM MAI	20
Eric, 12 mois à 20 F	240
Pierre J	500
PM, Les Lilas, CM MAI	100
Marc, HP, CM Juin	50
A Marie, Auverbilliers, CM Juin	50

Martignes

CPAM, contrat militant avril	150
CPAM, contrat militant mai	150

Alès

N et R, contrat militant	100
--------------------------	-----

Dunkerque

K.R	50
Marcel	50

Rouen

PTT, RP, CT	100
Enseignant(e)s	110

Pour une force en opposition, sans ambiguïté avec les gérants du capitalisme 1 220

Paris

M. M.	100
A. D. 20 ^e	200

Taverny

BHE	100
-----	-----

Liancourt

Contrat militant	50
PB, CFDT Protection sociale	100

Total de la semaine 8 368,05

Ancien total 33 297,50

Il est plus facile d'arrondir les chiffres que les angles 0,45

Nouveau total 41 666

Les opposants parlent clair

Parmi les premiers intervenants, les critiques sont vives à l'encontre de la direction confédérale. Et peu convaincantes les prises de position favorables.

A la première prise de parole sur le rapport général, le ton est donné par Jean-Yves Morice au nom de dix-sept syndicats de Loire-Atlantique : « Spectateurs impuissants des pensées parisiennes, sous la coupe de ceux qui réfléchissent dans les clubs de pensée douteux, souvent trahis par les positions qu'ils n'ont pas contribué à élaborer et qu'ils devront malgré tout défendre, les militants et les militantes en ont assez d'être accusés de ne pas faire leur travail, de ne pas être représentatifs des réalités vécues par les travailleurs. »

Il souligne l'urgence à prolonger le débat sur ce qui constitue les acquis de l'organisation et ce qui doit évoluer et se transformer. « Nous pensons, expliqua-t-il à l'adresse des modernistes, que la CFDT ne doit pas rejeter son projet, mais qu'il est utile de faire un bilan. A ne parler que d'autogestion, on pourrait sombrer dans le rêve, vouloir constamment refuser cette référence ou s'en éloigner au nom du réalisme, constitue une dérive inévitable de notre organisation. »

Reconstruire une organisation démocratique

Il montre la même fermeté, sur un point précis, à l'égard de la confédération qui répète que « dans la diversité actuelle du salariat, il n'y a pas de revendication unifiante ». Selon les syndicats de Loire-Atlantique, le contraire est vrai : « Nous avons toujours eu la volonté de rassembler les travailleurs de toutes les professions dans des actions communes. Il y a des objectifs unifiants, et aussi des revendications telles que la protection sociale, la défense du SMIC, l'indemnisation du chômage, toutes les revendications du cadre de vie... il ne faudrait pas que notre volonté de prendre en compte la

diversité du salariat, les aspirations individuelles, accélère la désagrégation du salariat, masque la nécessité d'une démarche collective qui, aujourd'hui, semble avoir du plomb dans l'aile. » En fait, « redonner confiance à nos militants, à nos adhérents, doit être notre objectif (...) ce n'est pas possible de continuer comme cela. Nous faisons, conclut-il, le pari de reconstruire une organisation démocratique. Nous avons du chemin à faire. »

A sa suite, Michel Carvou, au nom de la métallurgie parisienne, tire le bilan des luttes sur l'emploi : « Après confrontations approfondies, les douze syndicats de l'UPSM concluent : pour l'emploi, il faut changer de braquet. » A l'égard de la direction confédérale, en effet, les syndicats « portent un jugement largement critique sur des aspects importants de la politique confédérale de ces trois dernières années : le quitus sera refusé par une majorité de nos mandats ; la résolution Hacuïtex recueillera une majorité relative, malgré ses insuffisances. La dérive des orientations confédérales a pesé lourd dans ces décisions. »

« Notre responsabilité première, explique Michel Carvou, n'est pas d'épouser les contraintes des directions et du patronat, même si nous devons les analyser et les prendre en compte dans notre stratégie. »

Les 35 heures : un axe prioritaire

Pour tracer des perspectives, il donne l'exemple de la campagne pour les 35 heures engagée dans la région parisienne : « Nous n'attendons pas que la confédération se substitue aux organisations, nous avons, en ce qui nous concerne, pris nos responsabilités pour impliquer nos adhérents dans ce débat : la diffusion de l'argumentaire

Le dos rond et la manoeuvre

Edmond Maire dans son rapport de deux heures, a répété son orientation, sans aucune pique contre ses opposants. Peu de choses à noter : trente minutes sur des questions internationales diverses, une heure et demie de pensem agrémentée de quelques durcissements - applaudis ! - vis-à-vis du patronat et du gouvernement. Visiblement, il se réserve de faire quelques ouvertures, plus ou moins fiables au moment de la réponse aux intervenants, qui est immédiatement suivie du vote sur le quitus. La relative paralysie de la direction confédérale va être encore mise en lumière vendredi dans le débat sur les amendements. Le texte déposé par la fédération Hacuïtex et soutenu par beaucoup plus de deux cents syndicats, ne sera pas combattu à la tribune par un pur représentant de la majorité confédérale, mais par Bernard Henry, secrétaire régional des pays de Loire, qui fait lui-même à la confédération des reproches, dont bon nombre ressemblent à ceux de l'opposition regroupée autour du texte Hacuïtex.

A ce compte l'argumentation risque fort de porter plus sur la forme : l'opportunité ou non de déposer un contre-texte. Cela ne pourrait que nuire à la nécessaire clarification des questions d'orientations en débat. Par ailleurs, quel symptôme de faiblesse ! Cette direction confédérale ne se défend pas elle-même face à ses opposants déclarés... Cela même confirme une analyse que nous présentons dans notre dernier numéro : à moins d'approfondir encore la crise de son organisation, la direction confédérale sera dans les mois qui viennent beaucoup plus dépendante des propositions et de la pratique de ses syndicats, unions départementales, régions, fédérations. Et l'opposition aura plus que jamais la responsabilité de contribuer à la réorientation par ses propositions concrètes.

Alain Nazier, Pierre Rème

35 heures à 50 000 exemplaires sur l'Île-de-France prouve l'écho de cette argumentation. » En même temps, il tient à dégager les responsabilités de la confédération :

« Cette exigence n'a aucune chance de déboucher si elle n'est pas conduite au plan national et européen. Cette responsabilité-là appartient à la confédération. La lutte pour les 35 heures constitue un axe prioritaire pour redonner confiance aux travailleurs, à la CFDT toute entière. Puisse ce 40^e Congrès dire : d'accord, on y va. »

Au nom de onze syndicats de l'union départementale du Rhône, Marcelle Minet tire le bilan de l'orientation votée au congrès de Metz : « Nous avons vu une perte du pouvoir d'achat, y compris pour les plus bas salaires et l'augmentation du chômage. Tandis que les cotisations sociales augmentaient, le forfait hospitalier s'installait. Alors que les cotisations chômage augmentaient dans le privé et s'installaient dans le public, les indemnités diminuaient de manière draconienne et l'on arrive à un nombre de 800 000 chômeurs non indemnisés. Dans cette période, poursuit-elle, la confédération s'est positionnée plus en gestionnaire de la société qu'en organisation syndicale (...) L'orientation confédérale qui refuse toute action nationale



tion ! C'est le mot magique. Une crise d'amnésie frappe la CFDT. Oubliée la notion de rapport de forces, d'action collective professionnelle et interprofessionnelle, locale et nationale. Oubliées les contradictions entre les travailleurs et le patronat, quand nous n'avons pas été jusqu'à confondre revendications et résultats des négociations. »

Une campagne interprofessionnelle prolongée

« N'oublions pas que notre revendication, c'est 35 heures pour créer des emplois... Pour réaliser cet objectif, il faut avoir un plan d'action articulé, une campagne nationale interprofessionnelle prolongée, impulsée par la confédération. Toutes les structures de la CFDT doivent y trouver leur place, de la section à la confédération, cette dernière ayant un rôle clé d'impulsion et de coordination. »

« Construire une mobilisation durable, en partant des revendications prioritaires unifiantes comme le SMIC et les 35 heures, est la seule voie pour redresser la situation, conclut-elle. Ce congrès doit servir à nous mettre sur cette voie. » C'est la même orientation que propose Simon Lequeux au nom de sept syndicats de Paris : « La précarité ne se négocie pas. Il faut riposter et la riposte doit être interprofessionnelle, car le travail du dimanche, le travail à temps partiel, l'annualisation de la durée du travail, cela concerne tous les salariés (...) L'orientation confédérale qui refuse toute action nationale

interprofessionnelle nous conduit à refuser le quitus. »

Au nom de l'union régionale interprofessionnelle parisienne, Christian Cottet exprimera les mêmes préoccupations : « Nous relevons dans cette résolution l'absence d'axe central mobilisateur autour duquel les militants puissent retrouver une identité dans leur action. Nous ne croyons pas, explique-t-il, au miracle d'un ressurgissement spontané de l'action collective des travailleurs, mais nous ne considérons pas non plus que celle-ci est une forme périmée de l'action sociale. C'est le sens de notre campagne d'action sur les 35 heures et l'emploi qui vise à reconstruire patiemment et à long terme une capacité de débat et d'action. »

Il ajoute, faisant allusion aux réactions de la confédération devant le changement de majorité dans la région parisienne : « Le

développement de la CFDT ne se fera pas sans un développement de la région Île-de-France telle qu'elle est (...), le développement de la CFDT ne se fera pas contre ses militants quels qu'ils soient, ni contre ses syndicats. »

Avec toutes les forces de la CFDT

Au nom de neuf syndicats de Roubaix-Tourcoing, Antoinette Béguin est, elle aussi, très critique : « Le patronat refuse les revendications et attend les prochaines échéances politiques. Il culpabilise ceux qui ont un emploi et qui revendiquent. Et pourtant, l'absence de revendications n'empêche pas les licenciements (...) Depuis Metz, notre priorité, c'est la négociation, or celle-ci n'a pas donné de bons résultats et nous avons cédé devant le patronat, comme dans le

cas de l'UNEDIC. A cause de cela, nous ne voterons pas le quitus (...) Il faut répondre aux questions des travailleurs et des jeunes et non utiliser des idées de spécialistes élaborées par nos dirigeants. Tout ceci doit nous permettre de lutter contre l'indifférence et l'individualisme qui se développent, et contre les stratégies patronales. Il faut relancer les 35 heures par une large campagne d'action et organiser les chômeurs comme nous le faisons dans notre région. »

Tout en voulant demeurer plus réservé à l'égard de la polémique entre l'opposition et la direction confédérale, Robert Mounier-Vérier, de l'union régionale Rhône-Alpes rejoint bon nombre de ses préoccupations. « Il nous faut reconstruire nos bases à partir d'un projet et d'une démarche qui soient mobilisateurs. Il est suivi à la tribune par Serge Roux, des



syndicats santé de la région parisienne : « Qui est responsable des reculs sérieux que nous avons subis depuis trois ans ? Ceux qui étaient pour la mobilisation et la défense d'un syndicalisme d'actions unifiantes en 1982 ? Les travailleurs qui feraient preuve de mauvaise volonté ? Qui a juré à Metz qu'on serait bientôt les premiers ?

licenciements d'effectifs, sont appelés à disparaître en dépenses somptuaires ou à passer à l'étranger. » « Le syndicalisme est difficile, mais nous y sommes attachés. Les travailleurs ont besoin, plus que jamais, d'un instrument pour débattre et s'organiser, lutter... Rassembler, débattre, agir, tels étaient les mots d'ordre du congrès de

notre union interprofessionnelle en janvier. Nous sommes solidaires de ces mots d'ordre. »

A l'évidence, Edmond Maire ne propose pas d'axes unificateurs pour une action de masse réelle lors de sa réponse aux intervenants, il laissera les militants sur leur faim.

A.N. P. R.

Une réunion tournée vers l'avenir

Plus de quatre cents participants à la réunion appelée par le syndicat Hacuïtex mercredi à une suspension de séance : c'est l'un des événements marquants du congrès. De la fédération Hacuïtex à de nombreux syndicats locaux en passant par la région Basse-Normandie, les forces de l'opposition ont pris le temps de discuter.

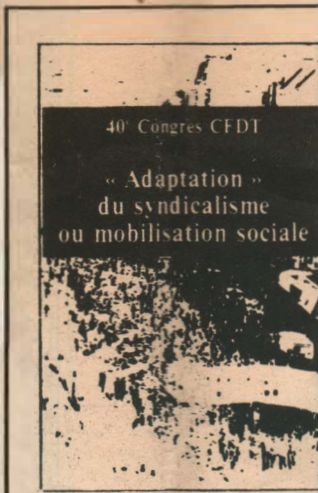
Tout d'abord, de la demande d'un temps de vingt minutes, et non de huit, pour la présentation du texte d'Hacuïtex : cette motion d'ordre a été déposée par une centaine de syndicats pour la plupart non signataires du texte d'Hacuïtex. Cela exprime la volonté de démocratie, certes. Mais surtout, le besoin d'un vrai débat présentant clairement les options en présence.

Autre question, bien sûr sensible : le fait que le texte déposé, compte-tenu du règlement du congrès, ne pouvait être amendé ; à soutenir tel quel, intouchable, il semble figer le débat. Situation difficile. Mais la plupart des intervenants ont dégagé l'essentiel : d'une part la nécessité de réaffirmer les bases pour une orientation de lutte de classe, d'autre part, le souci de poursuivre les débats pour une véritable élaboration collective.

Troisième question enfin,

Bref, une réunion montrant qu'il est possible de construire au sein de la CFDT une minorité large cherchant à convaincre l'ensemble de la centrale pour réaffirmer une CFDT de combat.

P. R.



40^e Congrès CFDT « Adaptation » du syndicalisme ou mobilisation sociale

Vous trouverez cette brochure de la LCR, à la librairie et auprès des militants de la LCR.



RENAULT

Plutôt deux fois qu'une

La super-Cinq se porte, paraît-il, cinq fois mieux. Besse, lui, se prépare à supprimer 20 000 emplois à la Régie. Pour les travailleurs et les syndicats, c'est le moment de s'y mettre, plutôt deux fois qu'une.

Le prochain comité central de la Régie Renault se réunira le 17 juin. Pour la première fois, la question des licenciements économiques y est explicitement inscrite à l'ordre du jour. Les délégués syndicaux au CCE ont reçu notification de la procédure décidée par la direction. A la mi-octobre, à l'échelon de chaque établissement, des listes nominatives d'excédentaires seront dressées. Chaque « désigné d'office » recevra une lettre l'informant de sa position avant même les autorisations administratives pourtant légalement nécessaires.

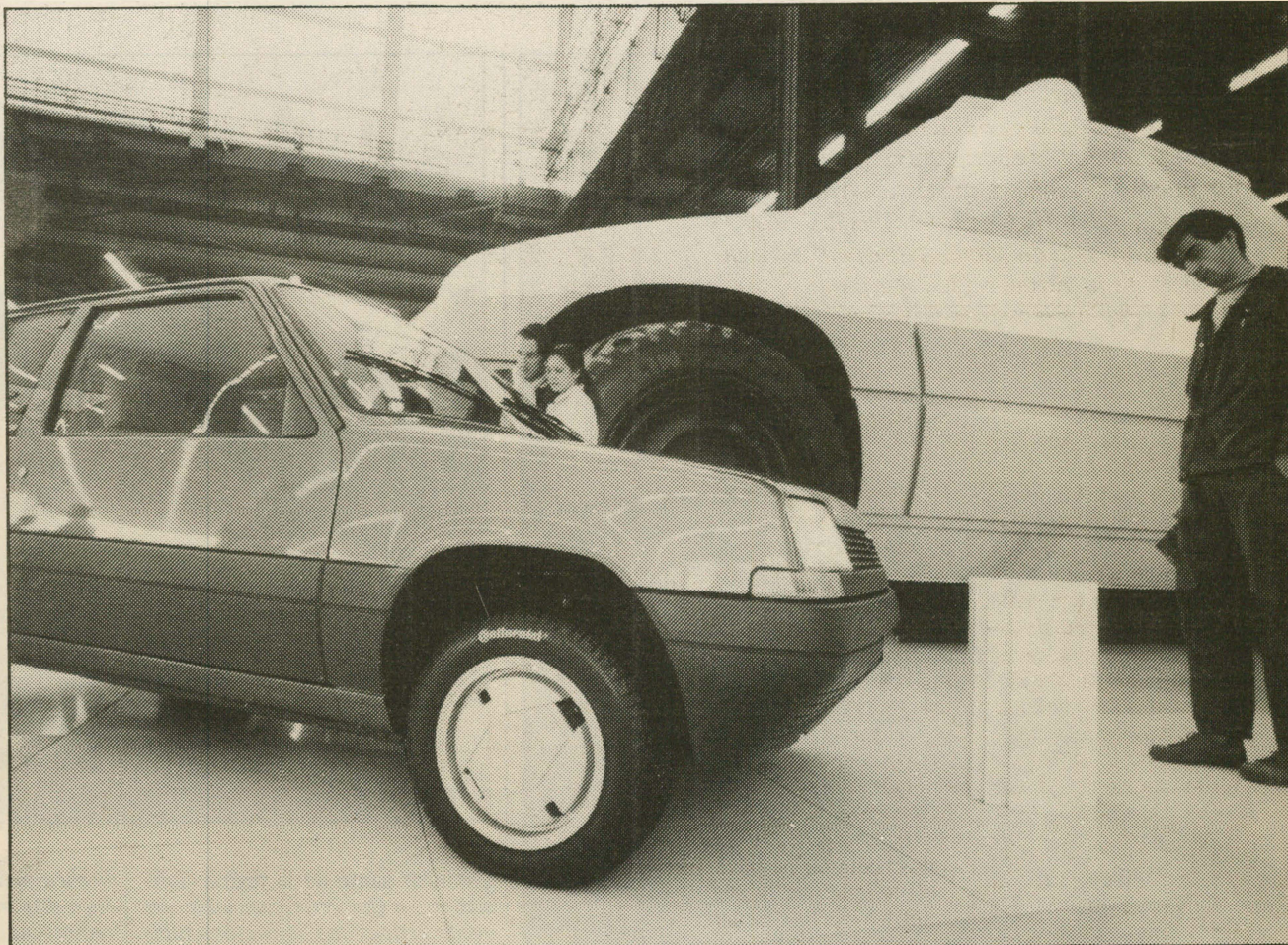
La saignée occasionnée par les départs en pré-retraite, les incitations au départ des travailleurs immigrés et l'octroi de primes de reconversion — dispositions reconduites en 1986 — ne suffisent pas au P-DG de la Régie Renault. Son objectif, maintenant public et officiel, est de ramener l'effectif total de la Régie Renault à 77 000 fin 1986. En 1981, Renault employait plus de 100 000 salariés. On mesure l'ampleur des dégâts.

Pour aboutir à cet objectif, Besse annonce qu'il va licencier. Le temps de la « stratégie du silence », tant vantée

par les médias, est révolu. Face à elle, force est de constater, lucidement, que les principaux syndicats de la Régie sont loin de préparer la riposte dans les meilleures conditions.

A l'exception de la CGT, les autres directions des syndicats sont comme paralysées. Elles ne proposent strictement aucune initiative sérieuse. Tout se passe comme si la nouvelle direction de Renault les avait convaincus de la fatalité des suppressions d'emplois. La CFDT-Renault a ainsi édité une carte-lettre dont la diffusion est restée confidentielle, mais dont l'une des revendications était la « défense de l'emploi dans notre région » !

La CGT-Renault se retrouve donc seule à proposer des initiatives. Mais elles sont loin d'être réussies et d'être à la hauteur des attaques. La journée nationale du 10 mai n'a rassemblé que les militants convaincus de la CGT des différentes usines. A Billancourt, un nouveau débrayage organisé le jeudi 30 mai, a réuni le noyau des 1 000 travailleurs suivant habituellement les appels de la CGT. Il faut dire que ce radicalisme verbal se conjugue



La Super-Cinq marche bien, paraît-il...

avec un discours de défense de la marque Renault et de ses implantations sur le sol national.

Alors que l'inquiétude grandit parmi les travailleurs, aussi bien dans les ateliers

que dans les services, l'absence de perspectives unifiantes et l'aggravation de la division syndicale rendent plus difficile la préparation de la riposte. Le seul à profiter cyniquement de cette situa-

tion, c'est le patron de Renault.

Il devient de plus en plus urgent que les travailleurs puissent démocratiquement prendre leurs affaires en

main, afin de peser réellement sur la préparation du plan de lutte indispensable pour refuser les licenciements.

Jean-Claude Bernard.

CRAM ROUEN Mobilisation contre un licenciement arbitraire

Depuis le 27 mars, les employés de la Caisse régionale d'Assurance maladie de Rouen sont en lutte pour exiger la réintégration d'un de leurs collègues, Christian Auffret.

Embauché comme ouvrier d'entretien le 26 novembre 1984 avec un mois d'essai, celui-ci se passe sans problème. Puis, le 25 mars, la direction lui signifie qu'il est licencié et qu'il doit prendre sur le champ son solde de congés. Motif : un montage électrique défectueux. Où ? Quand ? Comment ? La direction est incapable de répondre. Aussitôt, devant l'incroyable mauvaise foi des patrons, le personnel débraye avec le soutien de la CFDT, de FO et de la CFTEC. Le 28 mars, nouveau débrayage et manifestation dans la CRAM. Un comité de soutien de 15 membres est élu pour organiser l'action. Le comité de soutien, élu périodiquement, se réunit tous les jours. Des assemblées sont organisées pour informer le personnel et décider de la poursuite de l'action. Toutes les caisses de Sécurité sociale du

département ont été informées par tract.

L'Inspection du travail est saisie. L'affaire doit passer au tribunal de prud'hommes, au mois de juin.

ROUEN Chômeur parce que syndicaliste

Le 29 mai au soir, Jacques Chaillou était expulsé par la police des locaux du conseil des prud'hommes de Rouen. Il venait d'y commencer une grève de la faim.

Ouvrier dans le textile, il avait participé à la défense de l'emploi aux établissements Roudière (Déville-les-Rouen) avant d'en être licencié, fin 1983.

Depuis, il n'a jamais pu retrouver du travail. Militant de la CFDT, fédération Hacuiter, élu conseiller prud'homal, il accuse le patronat de lui refuser toute embauche en raison de son mandat.

Ayant déjà fait l'expérience d'un stage de formation qui ne s'est pas traduit par une embauche, il ne tient pas à se retrouver encore une fois sur une voie de garage. Un emploi, un vrai : l'exigence est légitime.

EDF-GDF

Manifestation, le 14 à Paris

Perte de pouvoir d'achat, dégradation des conditions de travail et de l'emploi : la CGT appelle, seule, les agents d'EDF-GDF à un rassemblement jeudi 14 à Paris. D'autres menaces se profilent : remise en cause des statuts, privatisation rampante...

De notre correspondant

A l'appel de la CGT, les gaziers et les électriciens monteront à Paris le 14 juin, pour la première fois depuis 1979. Les pertes de pouvoir d'achat à EDF-GDF oscillent entre 5,5 et 6 %, les conditions de travail se dégradent. Le nombre d'agents a diminué nationalement d'une centaine, alors que le gouvernement avait autorisé 800 embauches supplémentaires en 1984.

La politique menée aujourd'hui par plusieurs municipalités menace directement le statut des agents d'EDF-GDF. A Paris, d'abord, Chirac « privatise » le traitement des résidus ur-

bains à partir desquels les agents d'EDF-TIRU produisent de l'électricité, au même titre que les services de distribution des eaux. Ces activités sont reprises par les deux trusts privés qui se partagent le marché, la Compagnie générale des eaux, et la Lyonnaise des eaux. Les personnels concernés perdraient dans l'opération le bénéfice du statut EDF. Le même sort est réservé aux agents de l'éclairage public — prestataires de service à EDF — qui seraient quant à eux revendus aux panneaux Decaux !

A Grenoble, (passée à droite aux élections de 1983) l'inspiration est similaire. La régie municipale éclaterait en plusieurs filiales, cédées au privé. Les agents qui bénéfi-

ciaient du statut EDF depuis 1946, le perdraient dans l'opération. Cette expérience semble d'ailleurs intéresser fortement toutes les régies municipales existant en France.

Ces exemples sont les premières démonstrations de ce qui pourrait être généralisé par la droite, si elle revenait au gouvernement après 1986.

D'autant que d'autres expériences sont en cours au sein d'EDF même. A Orléans, une opération cyniquement baptisée « Risque » fait appel à des agents volontaires. Elle se caractérise, entre autres, par l'allongement des plages horaires de travail, l'individualisation des salaires et l'avancement lié aux gains de productivité du groupe. Le tout met en cause à la fois le statut et la grille unique des salaires d'EDF-GDF.

Demain, il y aura les TUCS à l'EDF. Des femmes seront embauchées à mi-temps sans droits statutaires (alors que les statuts EDF prévoient le temps partiel), l'éclatement du statut unique

laisserait place à un statut à deux vitesses. Les droits syndicaux sont eux aussi sur la sellette.

La direction veut remettre en cause les acquis obtenus depuis 1968, grâce à de longues batailles. La fédération CFDT — pour restreindre le poids de la CGT ! — FO et la CGC, suivent la direction sur ce terrain. La manœuvre ne fait pas l'unanimité, d'ailleurs : ces syndicats CFDT de la région parisienne refusent de « discuter un droit ».

La bataille pour l'unité doit être gagnée à EDF-GDF si l'on veut stopper la casse des acquis. La CGT ne s'en est pas, jusqu'à présent, donné tous les moyens. Les mots d'ordre et la date du 14 juin — en plein milieu du congrès confédéral de la CFDT — ont été décidés sans laisser aux autres syndicats la possibilité d'en débattre. Dans l'immédiat, le 14 juin sera le seul moyen d'arrêter la spirale des échecs dans la défense des statuts et des droits syndicaux.

Paul Tarlou

INTERVIEW DE JEAN-MARIE BROHM

La compétition sportive en accusation

Dix jours après la tuerie du Heysel à Bruxelles, la présence de Mitterrand et de Chirac au parc des Princes pour la finale de la coupe de France de football et le grand Barnum de Roland-Garros sont venus rappeler que la compétition sportive n'échappe ni aux intérêts financiers, ni aux convoitises politiciennes. Jean-Marie Brohm, historien et sociologue marxiste du sport, est responsable de publication de la revue « Quel corps ? » (*)

□ On a lu et entendu beaucoup de réactions aux événements de Bruxelles...

Un premier type de réaction était de rechercher un responsable, un bouc émissaire. C'était la faute aux méchants Anglais, avec un peu de racisme anti-anglais, anti-jeune et anti-ouvrier. C'était la faute de la police belge avec encore un peu de racisme anti-belge. Le foot est bon, et il y a seulement quelques brebis galeuses.

Deuxième explication, dominante aujourd'hui : le sport serait dénaturé par quelques excès. La violence, le mercantilisme, les manipulations de foules, le dopage, etc. ne seraient qu'une écume sale sur de l'eau propre.

Troisième réaction : l'institution sportive aurait été pénétrée de l'extérieur par l'extrême droite anglaise, par exemple. Plus largement, le sport serait la victime innocente d'un environnement social néfaste.

Ces trois théories visent à protéger le football de toute analyse critique en terme de système. Or c'est la logique de ce système qui conduit aux catastrophes. Il est vrai qu'il y a eu un peu de fatalité dans les événements du Heysel. Mais, il faut analyser l'ensemble des facteurs qui créent les conditions d'un tel événement. Le foot ce n'est pas uniquement vingt-deux joueurs sur un terrain, c'est d'abord des stades encadrés par des chiens, des barbelés, des militaires. De plus, la télévision « chauffe » les masses. Enfin, la publicité a besoin des jeux du cirque : quarante personnes sont mortes, mais on a joué, on a patagé dans une pelouse ensanglantée. On atteint le degré zéro de la non-conscience. La

barbarie est aux portes des stades.

□ C'est donc la compétition sportive elle-même qui est porteuse de violence ?

La violence sociale s'exprime aussi sur d'autres terrains. Il y a une violence diffuse produite d'une dissolution du tissu social et d'une campagne sécuritaire. Mais dans l'univers sportif, la violence est légitimée. On a le droit de donner des coups. Certains sports sont des sports de coups, comme la boxe bien sûr. Même au rugby, au handball ou au basket, on donne des coups et on en reçoit. Certes, il y a des règles, un arbitrage. L'évolution du foot est significative : les contacts physiques étaient nettement moindres, il y a une vingtaine d'années. Aujourd'hui, c'est un football dit total, et tous les coups sont permis.

□ Comment s'est faite cette évolution ?

D'abord en raison des enjeux économiques. Les clubs sont pris dans une compétition où sont en jeu des intérêts économiques énormes. Les sponsors doivent rentabiliser le capital investi. Les clubs doivent donc à tout prix grimper dans le classement. Des clubs comme Naples, Barcelone ou la Juventus de Turin, tenus par des banques ou la Fiat, achètent à prix d'or des mercenaires des crampons (Maradona a été transféré pour un milliard de centimes par exemple), doivent avoir des résultats à la hauteur du capital investi. Deuxièmement, la compétition s'est intensifiée : entraînement poussé, utilisation de substances de dopage, professionnalisation, etc. On joue



aujourd'hui dans les petites divisions de foot comme on jouait en première division dans le passé.

□ Cette tendance à un engagement physique toujours plus dur se retrouve-t-elle dans l'évolution des tactiques de jeu au football ?

Tout à fait. De plus en plus, l'équipe est conçue comme un bloc stratégique, sur un modèle militaire. Un : les Italiens notamment, ont mis au point différentes tactiques de verrouillage, une défense bétonnée. Deux : l'ensemble de l'équipe attaque et l'ensemble de l'équipe défend. Le foot est donc devenu une « guerre totale » où onze individus s'affrontent à onze individus. Pour gagner, il faut donc d'abord avoir la supériorité physique, « affirmer l'hégémonie physique » comme disent les entraîneurs. Il faut aussi « percer » la défense par la violence et la rapidité des tirs : les tirs de 20 ou 30 mètres sont plus fréquents, de même que les « coups de pied arrêtés » où s'illustre Platini par exemple. La violence est donc d'abord et de plus en plus dans le sport lui-même.

□ Quel est le rapport entre cette violence sur le terrain et la violence des gradins ?

Dans la compétition, il faut choisir son camp : il y a les bons et les mauvais, les « rouges » et les « bleus ». Si

on est pour une équipe, on est contre l'autre. Et si une équipe a perdu, il y a une revanche à prendre. Les supporters s'identifient aux vedettes. Dans les matchs scolaires, on s'imagine dans le maillot de Platini, de Giresse, etc. Il y a un phénomène d'identification collective aux grands joueurs, de même nature que l'identification des masses aliénées à des meneurs comme Hitler ou Mussolini. Ce phénomène est de l'ordre de la « psychologie de masse », selon les termes de Wilhelm Reich.

□ Pourquoi est-ce le football, plus qu'un autre jeu, qui joue ce rôle ?

Le foot est un sport universel. Tous les pays de ce monde le pratiquent. Surtout, c'est le sport le mieux organisé par la bureaucratie multinationale de la FIFA (Fédération internationale des associations) et de l'UEFA (Union européenne). Elles ont une stratégie de pénétration dans tous les pays et multiplient les compétitions : la coupe d'Europe a été créée en 1956, avec la finale Reims-Real de Madrid ; depuis, on a inventé la coupe des vainqueurs de coupe, et les championnats du monde. La compétition introduit un état de tension permanent.

De plus, un véritable empire du foot s'est bâti, qui est dirigé par les sponsors (organismes bancaires ou finan-

ciers qui investissent dans le foot comme dans n'importe quel secteur, la télévision (les premières grandes coupes européennes ont connu leur succès grâce à l'eurovision), et la bureaucratie sportive qui est une mafia avec des accointances politiques : rappelons-nous que Michel Hidalgo a été pressenti par Fabius pour devenir ministre des Sports. Ce sont des nullités qui deviennent des personnages politiques, parce qu'ils sont à la tête d'un empire.

En tant que sport populaire, le foot avec ses joutes remplit une fonction essentielle de diversion, et concourt à obscurcir la conscience de classe. Les prolos anglais se battent avec les immigrés italiens. On voit se développer le racisme et la division, les « ritals » contre les « rosbeefs », les « rosbeefs » contre les « espingouins », les « espingouins » contre les « portos », au nom d'identification chauvine : « on » a gagné. C'est ce qu'a illustré le phénomène des « Verts » à Saint-Etienne : de l'ouvrier au patron, il n'y a qu'une seule équipe. De là à assimiler l'entreprise à une équipe, il n'y a qu'un pas.

□ Est-ce qu'il ne peut pas y avoir une pratique du sport collectif qui échappe à la domination de l'institution ?

Oui. Ce n'est pas le fait de jouer au ballon qui serait en

lui-même porteur de l'aliénation. Je joue au foot, je trouve que c'est un jeu marrant. Mais dès lors qu'il y a affrontement compétitif, la logique est imparable. Même des copains d'extrême gauche qui jouent entre eux finiront par se foutre sur la gueule s'il y a un enjeu réel. La première condition à une pratique correcte du jeu, c'est de lutter contre la compétition, c'est-à-dire la désignation d'un vainqueur et d'un vaincu.

On peut faire du foot sans compétition, de même qu'on peut nager sans se faire chronométré, ou qu'on peut faire du vélo sans faire de course.

De plus, la pratique sportive peut être autogérée : pour qu'elle ne soit plus dirigée par la bureaucratie mais par les sportifs eux-mêmes. La plupart des pratiquants, professionnels ou amateurs, se plaignent précisément d'être des pions. Dans une équipe de foot, ce ne sont pas les joueurs qui déterminent la tactique, mais un entraîneur, souvent un petit despote, dont Herbin était un bon exemple. Du coup, les joueurs se font la guerre entre eux. Il y a un système de division des joueurs. C'est à l'image du fonctionnement d'une entreprise capitaliste.

Propos recueillis par Nicolas Jeanson

* « Quel corps ? » 28, avenue Herbillon, 94160 Saint-Mandé.



INTERVIEW D'UN DIRIGEANT DES JEUNESSES SANDINISTES

« Tant que l'impérialisme existe, la possibilité d'une intervention existe aussi »

Noël Irias et Roger Aguirre sont militants des jeunes sandinistes. Ils sont passés par Paris, la semaine dernière, au cours d'une tournée en Europe. La Juventud Sandinista 19 de julio joue un rôle particulièrement important au Nicaragua. 62 % de la population a moins de vingt-six ans. Forte de cinquante mille membres, la jeunesse sandiniste est au cœur de la mobilisation pour la défense contre l'agression américaine. Noël Irias a répondu à nos questions.

□ Comment analyses-tu la politique d'agression que mène l'administration Reagan contre le Nicaragua ?

La révolution populaire sandiniste a triomphé dans une situation de crise internationale. Dès son entrée en fonctions, l'administration Reagan a déclaré — dans le document de Santa Fe — que c'était la guerre et non la paix qui régissait les relations internationales.

Notre révolution s'est inscrite dans un continent totalement soumis depuis cent cinquante ans aux intérêts nord-américains. Les gouvernements des Etats-Unis ont décrété qu'il n'y avait pas de développement économique, politique, culturel, en dehors de leur tutelle. Le Nicaragua représente une alternative. Il est possible de changer la situation de misère, d'oppression politique et économique.

Le gouvernement nord-américain le reconnaît puisqu'il nous présente dans sa propagande comme un pays puissant avec un développement économique et militaire qui menacerait la paix en Amérique latine. Le problème de Reagan est que si nous représentons bien une puissance, celle-ci est morale : l'esprit d'indépendance, de souveraineté. Du point de vue de l'administration Reagan, cet esprit est un danger pour la stabilité de la région.

Dans une première période, cette administration a considéré que si elle ne se montrait pas capable de défendre avec énergie ses intérêts et ceux de ses alliés en Amérique centrale, cela affaiblirait sa position dans d'autres parties du monde. Cela révèle une volonté grossière d'imprimer son hégémonie au niveau mondial par une politique agressive.

A partir de son second mandat, Reagan a considéré que l'Amérique centrale représentait une opportunité pour que le peuple américain surmonte le traumatisme de la défaite du Vietnam ; d'où un projet d'intervention qui s'appuie sur une idéologie chauvine, néo-fasciste.

La défaite du Vietnam ne fut pas seulement une déroute militaire, elle a produit aussi une profonde polarisation interne aux Etats-Unis, une absence de consensus national qui a provoqué dans la société américaine un débat permanent sur son avenir. Le désaccord en Europe sur la politique américaine avait entraîné des tendances neutralistes et le tiers monde percevait que les Etats-Unis n'étaient ni un tigre en papier, ni le leader incontesté, ni, non plus, un empire irréversible.

Le président Reagan prétend ressaisir le peuple américain à partir de son interprétation de la liberté, de la démocratie qu'il accompagne

d'un gigantesque réarmement militaire. Dans son dernier discours au Congrès, il s'exprimait ainsi : « Tout est possible en Amérique si nous avons foi, détermination et courage. » Un présentateur de la TV américaine l'a nommé le superman de la Maison-Blanche.

□ Quelle est la politique du Front sandiniste pour faire face à l'agression ? Déjà l'année dernière, le choix politique était d'axer tous les efforts sur la défense...

L'invasion des troupes mercenaires poursuit l'objectif de nous affaiblir par les dommages économiques, par les massacres de la population civile, par une politique d'usure pour susciter le mécontentement populaire.

La CIA a admis, en différentes occasions, que la contrainte est incapable de prendre le pouvoir par la voie militaire. Nous voulons essayer de gagner au plus tôt la guerre : développer tous les efforts politiques, militaires et économiques pour retirer à Reagan son instrument d'intervention au Nicaragua et l'obliger à négocier. Le plus tôt possible.

□ Et quelles sont les conséquences de cette guerre ?

Notre économie fonctionne comme une économie de guerre : renoncer à tout ce qui ne sert pas à gagner la guerre, à obtenir des bénéfices sociaux économiques dans l'immédiat ; privilégier la santé, l'éducation ; l'effort de guerre et ce qui rapporte des devises. Cela induit obligatoirement un réajustement de notre politique d'investissement. A cet effort s'ajoutent les effets de la crise économique et du blocus. Notre objectif est de réduire l'impact de cette crise sur la partie la plus pauvre de la population.

Nous ne pouvons distribuer la richesse que nous n'avons pas. Mais le gouver-

nement sandiniste propose que tous les Nicaraguayens soient assurés de manger : riz, maïs, haricots. Nous ne pouvons rien promettre qui ne soit fondamental, mais nous le promettons à toute la population.

Sur le plan politique, la conséquence et la condition de notre offensive militaire est de lier de façon plus profonde, plus consistante, le Front sandiniste et le peuple nicaraguayen. Ceci est un facteur très important que les militants sandinistes soient à la tête des initiatives pour résoudre les problèmes dans leurs quartiers, leurs usines, leurs écoles, leurs coopératives, pour expliquer, discuter des problèmes.

□ Quelle est exactement la politique du front par rapport aux contras ?

Mon opinion est que ça n'aurait guère de sens de prétendre les anéantir jusqu'au dernier. Historiquement, le Front sandiniste s'est montré implacable dans le combat et généreux dans la victoire.

Beaucoup ont pris les ar-

mes à cause de manipulations politiques. Par exemple, des paysans furent séquestrés par la contra et ils furent obligés de participer à un combat. Ils furent aussi convaincus, par la suite, que s'ils revenaient chez eux nous allions les tuer. Nous considérons que ces paysans, victimes dans une certaine mesure de la politique impérialiste, peuvent se réintégrer à la société. C'est pourquoi nous avons décidé une amnistie très large. Si nous prétendions anéantir par la voie militaire jusqu'au dernier contre-révolutionnaire armé, la guerre serait rendue plus longue et plus coûteuse.

□ La presse américaine vient de publier un rapport d'invasion du Nicaragua...

Tant que l'impérialisme existe, la possibilité d'une intervention existe aussi. L'administration Reagan possède en Amérique centrale — au Honduras en particulier — toute la base logistique nécessaire. Mais les contradictions internes ne lui permettent pas de la réaliser. Malgré tout, l'administration Reagan peut

user de la logique de l'absurde... Georges Schultz a récemment déclaré — c'est la première fois qu'un fonctionnaire de haut rang est aussi explicite — qu'il était possible d'utiliser des troupes d'intervention US si les moyens de pression politiques et économiques ne fonctionnaient pas. Nous nous préparons à faire face à une invasion nord-américaine au cas où elle se produirait.

□ Quels sont les éléments qui ont poussé à la décision de rendre obligatoire le service militaire ? Comment cette mesure est-elle appliquée et quels sont les problèmes rencontrés ?

Auparavant, nous avions plusieurs formes de participation volontaire à la défense militaire : des bataillons de réserve mobilisés pour une période de trois à huit mois, les milices et l'armée régulière. A mesure que l'agression nord-américaine est devenue plus importante, il a fallu

● ● ●

7 janvier 1985, dans la forêt du Nicaragua. Les contras — que Reagan appelle les « combattants de la liberté » — ont arrêté un Nicaraguayen. Il doit creuser sa tombe de ses mains avant d'être égorgé au couteau. Frank Wohl, citoyen américain de 21 ans, conservateur, a pris ces photos. Il légende l'assassinat : « Si on l'avait laissé partir, il aurait indiqué notre position, et nous aurions été tués. »





organiser cette participation de telle manière qu'une fois accompli leur service les camarades puissent réintégrer la vie quotidienne. Le service

militaire est une façon de mieux distribuer le poids de la défense sur l'ensemble de la population. Nous pensons que dans une société que nous voulons solidaire il n'est pas juste que ce soient quel-

Appel contre l'embargo des Etats-Unis

Le Comité d'urgence pour le Nicaragua (composé du CCFD, de la CIMADE, du CDS, du CCSTN, du CSN, de FAL, de FDH, de Peuples solidaires, de SACOR, de TDH) vient de lancer un « Appel contre l'embargo des Etats-Unis ». Nous le reproduisons ci-dessous.

Le Nicaragua est menacé dans son existence. A la guerre non déclarée que mènent les Etats-Unis par mercenaires interposés, s'ajoute maintenant l'embargo sur toutes les relations commerciales entre les deux pays.

Cet embargo risque de coûter des milliers de vie humaines qui s'additionneront aux effets de l'agression. En effet, le matériel médical utilisé au Nicaragua vient en majeure partie des Etats-Unis, ainsi qu'une partie importante des médicaments. Dans de nombreux secteurs, l'activité économique va être ralentie par le manque de pièces de rechange pour les machines-outils, les tracteurs, etc.

La guerre coûte déjà très cher au Nicaragua qui ne peut, du fait des assassinats, destructions, sabotages, développer dans tous les secteurs le programme qu'il doit poursuivre. Des milliers de réfugiés de la zone nord sont à reloger. Aucune école ne peut plus être construite si elle n'est pas financée par l'aide internationale.

C'est pourquoi, nous lançons un appel à la solidarité pour organiser une campagne contre l'embargo ayant pour but :

1. de faire revenir le président Reagan sur sa décision ;
2. d'envoyer une aide financière d'urgence dans les secteurs les plus touchés.

Le Comité d'urgence pour le Nicaragua
Versements à : Campagne urgente pour le Nicaragua - n° 67601 J Crédit Lyonnais Bd Voltaire 75011 Paris.

Les opposants tchécoslovaques aux côtés du Nicaragua

Il y a plus d'un mois, le journal *le Monde* publiait un appel de solidarité avec le Nicaragua. Ce texte était signé par plusieurs dizaines de personnalités vivant dans les pays capitalistes.

Dix nouvelles signatures se sont jointes à la liste initiale. Ces signatures ont un poids particulier et exceptionnel, car elles viennent de Prague et notamment de militants et de responsables de la Charte 77. C'est la première fois que des militants engagés dans la bataille pour les libertés démocratiques dans les pays de l'Est prennent ainsi position pour la défense d'une révolution attaquée par l'impérialisme américain. Cette conscience internationaliste et anti-impérialiste est un événement majeur qui témoigne de l'évolution politique de ces militants.

Cette prise de position qui ne manquera pas d'embarrasser la bureaucratie de Prague, ne pourra que renforcer la crédibilité de la lutte pour les libertés à l'Est, comme elle renforce la lutte des peuples victimes

de l'impérialisme. Bref, un appel qui ne fera plaisir ni à Reagan, ni à Gorbatchev.

Parmi les nouveaux signataires, on relève les noms de Petr Uhl (membre du VONS, neuf ans de prison, ancien ingénieur, aujourd'hui ouvrier chauffagiste), Anna Sabatova (membre du VONS), professeur Jaroslav Sabata (ancien porte-parole de la Charte 77, ancien membre du comité central du PC, élu au XIV^e congrès, huit ans de prison), Jiri Dienstbier (ancien journaliste, aujourd'hui ouvrier chauffagiste, actuel porte-parole de la Charte 77), Docteur Gertruda Sekamnova-Cakrtova (membre du VONS, ancienne députée au parlement de Prague), professeur Jiri Hajek (ancien porte-parole de la Charte 77, ancien ministre des affaires étrangères), Vašek Maly (membre du VONS, ancien porte-parole de la Charte 77, responsable de l'université volante), Milos Rejchrt (ancien porte-parole de la Charte 77), Eva Kanturkova (actuelle porte-parole de la Charte 77).

ques-uns qui risquent leur vie, qui supportent l'affrontement contre l'impérialisme, alors que d'autres voudraient seulement bénéficier de la révolution sans rien donner.

Quels sont les problèmes que nous avons rencontrés ? Le premier est le problème de ceux qui sont contre le projet politique de la révolution : ils ne veulent pas partir au service ; ils mènent une série d'activités contre le service militaire.

Nous avons un autre type de problème, avec des jeunes et leurs familles qui sont aux côtés de la révolution mais qui se posent des questions au moment de leur départ pour deux ans. Nous comprenons l'inquiétude des parents, nous comprenons les « muchachos » qui nous disent : oui, j'apprécie la révolution, je suis prêt à la défendre, à faire partie d'un bataillon de réserve pendant les vacances mais laissez-moi finir mes études avant de partir au service. Mais le niveau de l'agression ne permet pas une grande souplesse et nous ne pouvons nous permettre une situation d'anarchie dans la défense. Alors, il nous faut discuter, convaincre.

□ C'est plus difficile avec les parents ?

Non, il n'y a pas de problèmes au sens d'une confrontation avec la révolution, plutôt une inquiétude exprimée concernant la sécurité de leurs enfants. Nous ne pouvons pas l'éviter. Avant le triomphe aussi les mères étaient inquiètes pour la vie de leurs fils quand ils étaient dans la clandestinité, dans la guérilla. Seulement, maintenant, c'est plus général. Nous comprenons ces sentiments, mais nous ne sommes pas prêts à permettre que cela soit exploité par la contra-

□ Quelle l'articulation entre les milices et l'armée dans la défense ?

Les milices sont formées de volontaires organisés pour défendre leur quartier, leur usine, leur école, leur coopérative. L'armée est la force de choc essentielle pour faire face à l'armée mercenaire.

Elles travaillent en étroite coordination.

□ Quelles sont les répercussions économiques de la guerre et les mesures prises par le front pour lutter contre la spéculation ?

Notre économie est complètement dépendante du mar-

ché capitaliste international et des intérêts nord-américains. Changer cette situation n'est ni facile ni possible à court terme. D'autant que nous subissons la crise économique qui frappe l'ensemble de l'Amérique latine. Notre objectif est que ce soient les travailleurs qui aient la priorité pour l'approvisionnement, le logement, la santé, l'éducation. Bref, que ce soient ceux qui produisent et non ceux qui spéculent qui aient accès aux bénéfices de la révolution.

Nous avons dû réduire les dépenses de l'Etat et couper les subventions aux produits de base qui représentaient une charge énorme. Cela était nécessaire aussi pour stimuler la production. Par exemple, cela pouvait revenir moins cher à un producteur de haricots de les acheter à l'Etat que de les produire...

□ Et les conséquences de l'embargo ?

Le blocus économique des Etats-Unis nous affecte pour nos exportations et nos importations. Pour les exportations, nous devons trouver de nouveaux marchés, diversifier nos relations économiques, ce qui n'est pas si simple.

La question des importations est plus grave. Notre économie fut construite pour dépendre des Etats-Unis. Nos matières premières (pour l'industrie, pour la production agricole) viennent en quasi-totalité du marché nord-américain. Cette question ne peut trouver de solution à court terme, elle est liée au problème structurel de l'économie de notre pays. Nous pensons que pour affronter le blocus, la solidarité internationale peut être fondamentale.

Propos recueillis par Jean Malifaud



ITALIE

Les fruits amers de la division

Les partisans de l'abrogation du décret Craxi attaquant l'échelle mobile n'ont pu remporter le référendum des 9 et 10 juin. Un recul pour la classe ouvrière italienne, mais en même temps, un signe de sa volonté de résister.

Les partisans du « non » l'ont donc emporté au référendum à l'initiative du Parti communiste italien (PCI), qui leur proposait d'abroger le décret-loi du Premier ministre Bettino Craxi. 78 % des 45 millions d'électeurs italiens se sont rendus aux urnes et 54,3 % d'entre eux ont confirmé la remise en question de l'acquis ouvrier qu'est l'échelle mobile des salaires.

Le 14 février 1984, le socialiste Bettino Craxi décidait de geler 4 des 12 points que compte l'échelle qui assure une indexation automatique des salaires en fonction de la hausse du coût de la vie, tels qu'ils étaient définis dans l'accord du 22 janvier 1983. Créée à l'échelle locale en 1948, l'échelle mobile était généralisée au niveau national en 1957.

Autant dire que Craxi, alors à la tête du gouvernement depuis six mois, entendait poursuivre les attaques de ses prédécesseurs démocrates-chrétiens. La classe ouvrière italienne engagea alors une bagarre non seulement en défense de l'échelle mobile mais aussi de réactivation des structures syndicales unitaires de base que sont les conseils d'usine. Le mouvement a culminé avec la manifestation du 24 mars regroupant plus d'un million de personnes dans les rues de Rome. Le mouvement unitaire s'est développé largement contre la volonté de la direction communiste de la CGIL, la plus grosse centrale syndicale, de maintenir la division.

Une défaite ouvrière ?

Craxi avait tenu bon et il a trouvé, lors de ce référendum, l'occasion d'un succès personnel. Craxi a annoncé qu'il démissionnerait « dans la minute » qui suivrait une victoire des oui. Il conforte donc sa place à la tête de la coalition réunissant le PSI, la Démocratie chrétienne, et les petits partis libéral, républicain et social-démocrate.

Peut-on parler d'un échec de la classe ouvrière ? C'est incontestable, le décret Craxi était confirmé et l'une des principales conquêtes sociales se trouvait remise en cause. Il faut cependant analyser les 45,7 % de voix qui se sont prononcées en faveur de l'abrogation. Qui appelait à voter non ? Trois forces : le PCI et la direction de la CGIL, la coalition Democrazia proletaria-LCR (Ligue communiste révolutionnaire,

section italienne de la IV^e Internationale) et, enfin, les néo-fascistes du MSI.

Ces derniers recueillaient 6,5 % des voix aux élections régionales du 12 mai dernier, où le PCI ne réitérait pas le « sorpasso » des élections européennes, qui l'avaient fait passer en tête devant la Démocratie chrétienne. Le PCI recevait le 12 mai 30 % des suffrages. Quant à la coalition DP, elle rassemblait 1,5 % (ce qui lui permettait d'avoir 9 élus contre 3 aux précédentes régionales).

Cela signifie que l'appel pour l'abrogation du décret-loi a été entendu au-delà des électeurs des formations politiques qui le lançaient.

L'unité ouvrière

Etait-il possible d'aller plus loin que ces 45,7 % ? La question mérite d'être posée. Après les élections du 12

mai, nos camarades de la LCR avançaient la nécessité d'une véritable mobilisation sur les lieux de travail, proposant la création de comités pour le oui. Au lieu de cela, le PCI et la direction de la CGIL ont préféré mettre en avant la perspective d'un accord entre les principaux partis du pays. Les résultats dans des villes comme Bologne ou Gênes, où les non sont majoritaires, prouvent qu'un potentiel de mobilisation existe. Reste que l'une des leçons essentielles du scrutin réside dans l'absence de perspectives crédibles de lutte offertes aux travailleurs. Les ravages de la division, l'enlèvement de la précédente vague de mobilisation ont produit un large désarroi qui explique que dans d'autres bastions ouvriers du nord de la péninsule, le non ait pu l'emporter.

Craxi a centré sa campagne pour le oui sur le thème de la lutte anti-inflation¹. Il prenait aussi parti du fait que l'abrogation de son décret n'entraînerait qu'une augmentation mensuelle équivalente après impôt à 90 F. Le quotidien *Il Messaggero* le traduisait en « de quoi se payer un café par jour ». De plus, le fait que les salariés concernés au premier chef, ne soient pas majoritaires dans le corps

électoral a joué aussi en sa faveur.

La bourgeoisie italienne, qui se félicite de la longévité de la coalition au pouvoir — plus de 21 mois, quand on sait qu'en quarante ans, l'Italie a compté 44 gouvernements — interprète néanmoins ces résultats comme un encouragement à de nouvelles attaques. La *Confindustria*, le CNPF italien, n'a pas attendu la clôture du scrutin le 10 juin pour annoncer par la bouche de son président Luigi Lucchini, qu'elle remettrait unilatéralement en cause l'accord signé en 1975 sur l'échelle mobile.

Par-delà les problèmes de l'après-Berlinguer qui restent posés au PCI, le problème de fond avec la défense des acquis ouvriers est celui d'une unification syndicale qui n'a jamais été menée à son terme du fait de la volonté des directions des trois centrales. La division s'est encore étalée au grand jour avec l'appel à voter pour le maintien du décret Craxi, lancé par la CISL, dirigée par la DC, et l'UIL dirigée par le PSI.

Jean-Jacques Laredo

1. Ce qui n'empêche pas l'Etat italien d'avoir déboursé en 1984 1,35 milliards de nos francs en salaire aux prêtres et évêques au titre du concordat avec le Vatican.



(publicité)

Marxism 85

Université de Londres (ULU), Malet Street, Londres WC1, 5 au 12 juillet

Le Socialist Workers Party de Grande Bretagne, principale organisation révolutionnaire dans ce pays (4 000 adhérents), organise une semaine de discussion et de débats. Plus de 2 000 assistent à un choix de plus de 150 exposés et discussions avec plus de 100 orateurs du SWP et d'autres organisations de la gauche britannique.

- Quelle voie pour les révolutionnaires après la grève des mineurs ?
- Quelle perspective pour la gauche ? Débats avec Tariq Ali, Ralph Miliband, et autres.
- Libération des femmes et socialisme.
- L'URSS : capitaliste ou socialiste ?
- Divertissements chaque soir avec des films, des groupes rock, etc.

■ Entrée : £16 (= 190 F) pour toute la semaine, £10 (= 120 F) pour le weekend.

Crèche disponible et logement assuré.

Pour s'inscrire, écrire à *Marxism 85*, PO Box 82, London E2 9DS, ou à S.I., c/o Yves Coleman, 31 rue Descartes, 75005, Paris.

NOUVELLE-CALÉDONIE

Arrestations de caldoches

Les récentes perquisitions effectuées dans le milieu colonial de Nouméa représentent une action tardive et timide qui ne peut faire oublier la mansuétude dont ces activistes ont bénéficiée de la part des autorités coloniales. Il s'agit tout simplement pour le gouvernement de calmer un peu l'extrême droite après avoir si massivement frappé les indépendantistes kanaks depuis des mois.

Ces interpellations permettent cependant de confirmer les liens qui unissent l'extrême droite locale et le RPCR. Et pas seulement parce que Henri Morini, responsable du service d'ordre du RPCR et de la sécurité du gouvernement de Dick Ukeiwé, a été interpellé pour son rôle dans les émeutes racistes du 8 mai dernier. Mais aussi parce que l'on trouve parmi les autres personnes interpellées, un sympathisant du Front national, Jacques Tricard, inculpé de destruction d'édifices publics par engins explosifs et deux membres d'un Comité de crise de la Nouvelle-Calédonie, Guy Sennille et Jean Colmas, en leur temps félicités par la droite locale pour leur action « patriotique ».

En effet, lorsque s'est créé ce comité de crise en janvier dernier, il appelait « les populations de Nouvelle-Calédonie à se tenir prêtes, à appliquer toutes consignes qui seront données par le gouvernement légal ». Pour lui, « sur cette terre, il n'y a plus que des indépendantistes d'un côté et des non-indépendantistes de l'autre. Ces derniers, qui sont la

grande majorité de notre population, décident à partir de ce jour de résister aux autres qui sont la minorité. Cette action commence aujourd'hui en brousse et ne s'arrêtera que lorsque le gouvernement de la République française y aura entièrement rétabli l'ordre ». Ce discours factieux était tenu le 12 janvier dernier, jour de l'assassinat d'Eloi Machoro. Et quelques jours auparavant, le porte-parole du gouvernement de Dick Ukeiwé, Yves Magnier, avait tenu publiquement à féliciter ce comité de crise.

Vincent Kermel

IRAN

Appel du comité de coordination des étudiants iraniens

Voici plus d'un an que la direction de la cité internationale refuse aux étudiants iraniens opposants au régime de la République islamique d'Iran l'accès du hall central de la cité universitaire internationale à Paris.

Pourtant cela fait maintenant plus de vingt ans que les étudiants iraniens se retrouvent toutes les semaines à la cité pour échanger leurs idées et exercer leurs activités démocratiques. Si au départ, la direction de la cité, incapable d'expliquer les motifs de la fermeture du hall central, se sentait obligée d'avancer des « raisons » diverses et contradictoires afin de justifier cette décision, il n'en va plus de même aujourd'hui. (...) Comité de coordination des étudiants iraniens.

Rassemblement devant le rectorat, vendredi 14 juin 1985 à 15 heures, 47, rue des écoles, 75 005 Paris.

A l'Est, rien de nouveau ?

La vie est devenue meilleure

Combien de personnes en Pologne vivent dans la misère ? Lors de la réunion de la commission de la politique sociale du comité central du POUF le 25 octobre 1984, des estimations officielles ont été fournies (citée d'après Zycie Gospodarcze) : « Si on prend en tant que revenu bas, en 1983, six mille zlotys par personne et par mois (ce qui équivaut à environ 2 500 zlotys par personne en 1981 et 5 000 zlotys par personne en 1982), dans la sphère de revenus bas, nous trouverons 22,3 % de personnes de familles de travailleurs (ces dernières représentent près de la moitié de toutes les familles), 25 % des familles ouvrières possédant une petite exploitation agricole, 21,9 % des familles paysannes et 40,9 % des familles de retraités et pensionnés. Durant la première moitié de l'année, ce phénomène s'est probablement étendu. Si on prend en tant que "seuil critique", c'est-à-dire la frontière des revenus bas, pour cette période, 7 000 zlotys par personne, en deçà de ce seuil, nous aurons 32 % de personnes des familles de travailleurs et 49,6 % des pensionnés et retraités. »

Mais la réalité est pire encore. L'organe du CC du POUF, *Nowe Drogi*, a admis en mai 1984 — c'est-à-dire plusieurs mois avant la réunion de la commission en question — qu'en deçà du « minimum de crise », c'est-à-dire à un niveau encore plus bas que le minimum social, vivaient à la fin 1983, 33 % des familles de travailleurs et 53 % des familles de retraités et d'invalides (d'après NAI n° 50, bulletin de l'agence indépendante de presse).

(*Tygodnik Mazowsze*. Hebdo de Solidarnosc de Varsovie, 29 novembre 1984). « Le fondement de la culture juridique, qui s'impose à tous les citoyens, devrait se résumer en trois L : loyauté, légalité, légitimité », affirme le professeur Bafia, ministre de la justice polonaise dans le quotidien du POUF *Trybuna Ludu* (10 décembre 1984).

«La musique est l'arme du futur»

« Quand viendra le tour de la musique africaine, il ne s'agira pas d'une mode. Ce sera un tour complet : la musique est partie d'Afrique, surtout la rythmique, et a donné naissance à énormément de formes musicales à travers les pays du monde ; elle est en train d'achever une boucle pour revenir à son point de départ. » Ismaël Touré, fondateur du groupe Touré Kunda.



Du beau monde, retransmis à la télé l'autre soir au Trocadéro. Opéra des malendrin, tel pourrait être le titre de cette prestation. Titre repris d'un morceau de Chico Buarque, avec Caetano Veloso — des grands du « tropicalisme », mouvement artistique de résistance à la dictature militaire brésilienne — de cette prestation. En 1968, Caetano monte sur scène avec un flingue et chante un classique là-bas : *Anoiteceu* (la nuit est tombée). Ça lui vaudra plusieurs mois de taule, puis l'exil à Londres pendant des années, durant lesquelles Mitterrand ne s'est jamais intéressé à son sort.

La solidarité musicale entre les peuples qui ont des racines africaines, c'est bien autre chose qu'une soirée. Dès 1959, année de la révolution cubaine, se forme à Brazzaville l'orchestre « Les bantous de la capitale », où renaît le lien entre musique cubaine et africaine. Se forment aussi à l'époque dans le futur Zaïre, l'OK Jazz et l'Africain Jazz. En Guinée, c'est le Bembaya Jazz national, grand ancêtre de la musique d'Afrique de l'Ouest actuelle, premier big-band qui voit le jour.

Tous ces orchestres, qui utilisent des instruments traditionnels africains et des instruments venus d'Europe, expriment les profonds bouleversements qui traversent les peuples de ces pays « décolonisés » et urbanisés, c'est une musique de rupture avec la vie ancestrale et tribale mais qui reste enracinée profondément dans la tradition. Elle va s'exprimer sous des formes variées pendant deux décennies et, débarqueront les Marco Polo du 33 tours, les corsaires de la cassette. Le reggae s'usant, on lance la juju-music africaine, l'affaire est un peu plus compliquée. Le fric est toujours à l'affût et la frontière entre internationalisme et cosmopolitisme souvent bien tenue. Mais s'il est vrai qu'il y a plus de princes musiciens que de simples paysans, ils foutent un bordel réjouissant.

Le plus célèbre, c'est Fela, Anikulapo Kuti, Nigérien de Lagos pour qui « la musique est l'arme du futur » et qui chante « depuis des siècles, ils nous vendent leur camelote et il y a toujours des Africains pour servir de prête-nom ». Ça leur a pas plu et une première fois, il y a quelques années, l'armée nigérienne investit son « local », véritable première base d'une république indépendante, sa mère est défenestrée, elle en mourra. Il y a quelques mois, il a été condamné pour « trafic de

devises » par un « tribunal spécial » et, bien qu'hospitalisé, transféré, déporté dans une prison proche de la frontière nord.

C'est pour l'aider à sortir de taule que s'est formé le groupe, la caravane Jéricho, qui se veut un groupe luttant contre l'intolérance et dont le thème central est : « Fais moi une place dans ta culture ». La caravane Jéricho, qui va parcourir l'Europe, sera à la Concorde, elle est composée de Mory Kanté² qui joue de la Kora, harpe africaine à gros ventre, de Ray Lema³ et de plusieurs musiciens qui jouent dans le groupe Xalam⁴ ou dans Ghetto Blaster⁵. Mory Kanté, c'est un griot, un « conteur » de Casamance, partie Mali. Il ne se contente pas de transmettre la parole des ancêtres, il a voyagé, il a vu l'urbanisation et fait partagé toute son expérience à son auditoire avec une musique qui tend à l'universalité et est imprégnée aussi de jazz.

Jack Lang, le maître du prêt-à-porter culturel, le chanteur du mécénat patronal a déclaré : « J'ai décidé d'apporter mon soutien et patronage à la caravane de la liberté en faveur de la libération du grand artiste nigérien Fela ». Le Nigéria, c'est une ancienne colonie anglaise... Pas comme le Tchad où Lang apporte soutien et solidarité à la caravane blindée de son complice et compère Hernu.

D'autres grands musiciens africains ou d'origine sont ou vont être en France. Salif Keita⁶, griot mandingue de Casamance et nègre albinos. Bonga l'Angolais⁷, et venant de Martinique, Malavoi⁸, qui s'est réapproprié les violons qui charmaient les maîtres des plantations. De Guadeloupe, il y a Guy Konket⁹ et ses tambours gros'ka, la musique des nègres marrons et les esclaves fugitifs. Il a été privé de parvis car il vient de faire un concert en solidarité avec les indépendantistes antillais.

La solidarité, la défense des opprimés, des emprisonnés est présente en permanence dans cette musique, particulièrement chez les Malopoets¹⁰, groupe sud-africain. Il chante le « towns hip jive », musique urbaine des ghettos sud-africains qui mélange avec vigueur mélodies et rythmes zoulous, sothos etc. au jazz, au rythm and blues et au reggae. Musique totalement imprégnée de la vie du ghetto, elle est née à la même époque — vers 1920 — que le jazz new-orleans. Les Malopoets veulent éviter le sort de tous les grands musiciens noirs de là-bas qui furent obligés de s'exiler, ils veulent continuer à vivre au milieu de leurs

frères en lutte... sauf l'un d'eux qui, marié à une Blanche, est déjà interdit de séjour avec ses deux enfants.

Il y a aussi Oku Onuora¹¹, jamaïcain, condamné à dix ans pour attaque à main armée — sa façon de trouver de l'argent pour ouvrir un centre éducatif pour enfants — il s'évade, est repris, avec cinq balles dans le ventre. Son dernier disque raconte une histoire terriblement simple : la misère, la lutte et l'espoir de la liberté.

Avec tous ceux-là, citons aussi Carte de séjour¹² qui chante dans sa langue d'origine ou en « rhorho » (l'argot beur) la vie des jeunes immigrés écartelés entre culture traditionnelle et occidentale, entre racisme et intégration. Certains seront à la Concorde, d'autres pas. Tous jouent une musique profondément

populaire enracinée dans sa propre tradition mais en même temps ouverte sur la modernité la plus neuve, la plus proche de la jeunesse. Avec ceux-là, on pourrait faire une fête merveilleuse...

Alexis Violet

1. Disque « Bakolo M'Boka ». IAD/APIA.
2. Mory Kanté à Paris. Distribution Savas. CF 75.
3. Kinghasa. Washington DC Paris. Celluloid/Melodie.
4. Gorée. Celluloid. Ref 66.56
5. Pracherman. Efin Oguine. Island Phonogram.
6. Salif Keita, Kante Manfil et les Ambassadeurs internationaux. Melodie.
7. Sentimento. Chant du monde.
8. Malavoi. GD 024. Distribution Sono-Disc.
9. En préparation : Soleil coupé.
10. Malopoets. Pathé Marconi EMI.
11. Oku Onuora AK 7. Pressure Drop. Blue moon.
12. «Bleu de Marseille. Chems ou nejma ». CBS A 4900.



☆ **Dimanche** 20 h 35 (TF 1) *le Rapace* de J. Giovanni avec Lino Ventura. Excellente adaptation d'un roman de John Carrick paru en Série noire (n° 1006), retraçant l'amitié entre un tueur payé pour tuer un dictateur latino-américain et son jeune guide autochtone.

☆ **Lundi** 20 h 35 (FR 3) *la Peau* de L. Caviani. Complaisante et racoleuse adaptation du roman du Curzio Malaparte ; après *Portier de nuit*, Caviani démontre que son cinéma n'est bâti que sur le fumet du scandale et du raccolage le plus pernicieux.

☆ **Mardi** 20 h 35 (A 2) *Un*

Jouet dangereux de G. Montaldo avec Nino Manfredi et M. Jobert. Savoureuse fable sur le glissement sécuritaire des petits bourgeois... La comédie virera insensiblement au drame !

20 h 35 (FR 3) Dernière séance consacrée au metteur en scène Donald Siegel, un vieux briscard du cinéma d'aventures... avec *les Rôdeurs de la plaine*, bon western et meilleur rôle au cinéma d'Elvis Presley ; et *l'Invasion des profanateurs de sépultures*, une petite merveille de 77 minutes, pour se

rappeler qu'en noir et blanc et avec un petit budget, le cinéma fantastique existait bien avant l'arrivée de certains sous-produits européens...

☆ **Jeudi** 20 h 40 (FR 3) *Gaijin*, film d'une jeune réalisatrice brésilienne « nisei » (c'est-à-dire née de parents japonais immigrés au Brésil), qui fut l'ancienne assistante de N.P. dos Santos et Glauber Rocha. Pour son premier film, Tisuka Yamasaki a choisi d'évoquer une part méconnue de l'histoire brési-

lienne, à travers le drame des immigrants japonais qui quittèrent leur pays pour l'Amérique latine après la guerre russo-japonaise du début du siècle. La jeune réalisatrice s'est inspirée des récits de sa grand-mère, et son film, d'une structure simple et linéaire, est une excellente description de cette situation de déracinement et de décalage, qui est celle de tout immigrant en terre étrangère.

20 h 35 (A 2) Premier épisode d'un téléfilm US *la Troisième Guerre mondiale*

qui est censé être un plaidoyer contre la surmilitarisation des superpuissances, et l'atomisation de la planète au nom d'un équilibre de la terreur.

☆ **Vendredi** 23 h (A 2) *Un Américain à Paris* de Vincente Minnelli avec Gene Kelly et Leslie Caron, est le prétexte idéal pour cette nuit de la musique, qui risque d'en dissuader beaucoup d'aller danser dehors... Un chef-d'œuvre !

Michel Laszlo

ETAT ESPAGNOL

Grève générale contre les attaques de Gonzalez

Le 20 juin, la grève générale contre le projet de réforme de la Sécurité sociale aura valeur de test. Pour le gouvernement de Felipe Gonzalez, à un an des échéances électorales, c'est une épreuve de force majeure, qui se répercute au sein même du PSOE.

Trente-deux mois après sa victoire électorale, le PSOE voit l'opposition à sa politique d'austérité grandir. Ayant bénéficié jusqu'alors d'une attitude particulièrement conciliante des directions syndicales, le gouvernement ne peut empêcher les lézards de s'agrandir, y compris au sein du PSOE. Le projet gouvernemental de réforme de la Sécurité sociale fait déborder la coupe. Le projet abaissera de 8 à 10 % les pensions et retraites et allongerait de cinq ans la période de cotisation nécessaire, qui est actuellement de dix ans.

Felipe Gonzalez a beau affirmer que les futurs retraités toucheront plus que les retraités actuels, le quotidien madrilène *El País* a publié des documents du gouvernement selon lesquels la réforme permettrait une économie de 784,5 millions de dollars de la mi-1985 à la fin 1987. Dans le domaine de l'austérité, dès le 30 novembre 1982, Felipe Gonzalez annonçait la couleur, une couleur qui est à l'attente des travailleurs ce que le Canada Dry est à l'alcool. Devant le Parlement, le dirigeant socialiste présentait un programme de gouvernement fait de restrictions monétaires et budgétaires, de limitation des hausses de salaires. Il repoussait d'un an la création de nouveaux emplois, alors qu'il promettait avant les élections la création de 800 000 emplois durant les quatre années de la législature. Ce programme recevait l'aval d'un Parti communiste encore dirigé par Santiago Carrillo, qui allait entrer dans sa crise d'éclatement. Sur-tout, un tel programme se plaçait dans la « continuité » du pacte de la Moncloa signé en 1977, visant à assurer la stabilité sociale de l'Espagne dans la deuxième année de l'après-franquisme.

Le prédécesseur du PSOE, l'Union du centre démocratique, avait fait adopter la *Ley basica de empleo* (loi fondamentale du travail), fixant à dix-huit mois la prise en charge maximum des chômeurs. Felipe Gonzalez promettait, lui, de l'étendre à deux ans.

Adapter à la concurrence

Le contentieux entre le gouvernement et la classe ouvrière d'Espagne n'est pas mince. Le pays connaît une crise économique en profondeur. De nombreuses banques sont en difficulté, des pans entiers de l'économie sont touchés par la politique de restructuration avec son cortège de licenciements. L'industrie automobile est malade et la SEAT n'attend que son rachat par Volkswagen. Côté sidérurgie, malgré la lutte exemplaire de toute la population de Sagunto durant quatorze mois, le gouvernement socialiste fait éteindre les hauts fourneaux de l'entreprise AHM.

L'Espagne atteint aujourd'hui les trois millions de chômeurs, pour un peu plus de treize millions d'actifs. Pour 70 % d'entre eux, il n'y a aucune aide, et quand on sait que l'on estime à huit millions les personnes vivant au-dessous du seuil de pauvreté, cela permet de prendre la mesure des attaques gouvernementales.

La décision d'élargissement de la CEE à l'Espagne et au Portugal constitue la toile de fond de ces attaques. L'essentiel des structures industrielles se trouve concentré dans les activités en crise, que ce soit la sidérurgie, le textile ou les chantiers navals.

En s'en prenant au secteur public et en entamant des restructurations, Felipe Gonzalez veut adapter son pays aux lois de la concurrence avec les pays de la CEE. Le ministre des Finances, Miguel Boyer, grand architecte de cette politique, reconnaissait que l'abaissement de 52 % des barrières douanières

qui interviendra durant les trois premières années de l'adhésion frappera durement l'économie. Pour lui, « les effets immédiats se traduiront par des pressions accrues sur l'inflation avec l'introduction de la TVA et par la nécessité de relever les prix agricoles au niveau de ceux de la Communauté ».

Le malaise syndical

Confrontées à une telle politique, les principales centrales syndicales ont eu des réactions différenciées. La direction des Commissions ouvrières, comme les autres composantes majoritaires du mouvement ouvrier, est favorable à l'entrée de l'Espagne dans la CEE. Cette centrale subit les effets de la crise historique que connaît le Parti communiste. Lors des élections du 28 octobre 1982, qui virent la victoire du PSOE, le PCE perdait un million de voix. Santiago Carrillo, qui occupait le poste de secrétaire général depuis 1960, remettait sa démission. Il proposait pour le remplacer Gerardo Iglesias, lequel passait pour un inconditionnel du dirigeant du PCE. La suite devait voir un conflit ouvert déchirer l'aile majoritaire regroupée derrière Iglesias et celle des partisans de Carrillo, qui se voyait évincé de la direction.

Dans les Commissions ouvrières, la direction majoritaire de Marcellino Camacho, partisan d'Iglesias, se trouve coincée entre l'application de son orientation de pacte social, entre l'absence de marge que lui laisse le pouvoir et l'attente de sa base, lasse des compromissions.

Mais l'essentiel de la crise se retrouve aujourd'hui dans l'Union générale des travailleurs (UGT), centrale majoritaire, dirigée par le PSOE. Jusqu'alors, l'UGT s'est comportée comme une fidèle courroie de transmission de la politique du PSOE. Au lendemain de la victoire électorale, son secrétaire général, Nicolas Redondo, déclarait : « Si nous avons accepté de faire des sacrifices avec un gouvernement de droite pour aider à consolider la démocratie, nous n'allons pas nous montrer maintenant plus intransigeants avec un gouvernement de gauche. » Redondo faisait allusion à la signature en 1979 et en 1980 de l'accord cadre confédéral avec le gouvernement de l'UCD d'Adolfo Suarez. Le XXXIII^e Congrès, en 1983, voyait la « gouvernementalisation » de l'UGT. Si la direction n'était pas remise en cause, 27 % des délégués s'abstenaient sur un rapport d'activité qui fait l'apologie du gouvernement et de la politique de modération des revendications.

Face au projet de réforme de la Sécurité sociale, les réactions au sein du PSOE et de l'UGT n'ont pas manqué. Nicolas Redondo, qui est aussi député de Biscaye, a spectaculairement voté en faveur du rejet du projet de réforme. Ricardo Garcia Damborenea, secrétaire général du PSOE dans la même région du Pays basque a quitté l'hémicycle lors du vote et le sénateur Antonio Rosa, dirigeant de l'UGT, a démissionné de son siège.

Le malaise des autres députés également membres de l'UGT est perceptible dans une déclaration, pour le moins embarrassée, où ils s'expliquent tenus à une double discipline. Celle du PSOE, qui les contraint à voter la loi, et celle du syndicat qui les a fait se joindre à la journée d'action organisée dans l'unité le 4 juin par les Commissions ouvrières et l'UGT.

Cette journée du 4 juin a constitué un succès remarquable avec des cortèges de plusieurs centaines de milliers de manifestants dans les rues de Madrid, Barcelone, Valence, Bilbao, etc.



Photo du haut : manifestation, le 5 mai dernier, contre la venue de Reagan. Photo du bas : 400 000 personnes dans la rue, à Madrid, à l'appel des Commissions ouvrières et de l'Union générale des travailleurs.

La grève générale appelée le 20 juin constituera donc un pas supplémentaire. Ainsi, bien que l'attaque du gouvernement n'entraîne encore qu'une réaction sur les acquis attaqués et non sur l'ensemble de la politique d'austérité, c'est vers une riposte d'ensemble que se dirigent les travailleurs espagnols, malgré le poids des défaites face aux restructurations.

La mobilisation entraîne derrière elle les

forces qui se sont mises en mouvement contre la politique de maintien dans l'OTAN, adoptée par Gonzalez, qui n'est pas à une volte-face près. Elle draine aussi les mouvements sociaux. Mais elle met aussi en lumière les carences des directions syndicales qui n'ont pas su l'impulser quand il s'agissait de lutter contre les reconversions et le toilettage des canards boiteux de l'économie.

Jean-Jacques Laredo